economiesuisse

Prospérité

→ Le rôle sous-estimé de la mondialisation

Sommaire

Introduction : Comprendre la mondialisation 2

Reportage : La bière Shangri-La 8

Prospères grâce à la mondialisation 10

Reportage : ABB Semiconductors 18

Le rôle des entreprises 22

Reportage : Zippsafe 26

La mondialisation, un défi pour la société et l'environnement 30

Conclusion : Tirer le meilleur parti de la mondialisation 39

economiesuisse → Notre action

L'économie, c'est nous tous. Une économie florissante est le fondement de notre prospérité et d'une Suisse saine et forte. En tant qu'organisation faîtière, economiesuisse représente les intérêts d'une économie suisse axée sur la concurrence, interconnectée à l'échelle internationale et consciente de ses responsabilités.

À l'intersection entre les milieux politiques, économiques et la société, nous nous engageons en faveur d'un environnement optimal pour les entreprises suisses, des PME aux grands groupes. Nous représentons 100 000 entreprises environ et 2 millions d'emplois, dans toutes les branches et les régions de Suisse.

Nous entretenons un dialogue ouvert, constructif et focalisé sur la recherche de solutions avec des acteurs économiques importants et la population suisse. Nous poursuivons des objectifs communs avec nos partenaires, y compris lors de votations populaires. Notre engagement en faveur de l'économie se fonde sur les principes d'une économie de marché libérale et d'une croissance durable.

Écrivez-nous !
info@economiesuisse.ch

Suivez-nous sur Facebook !
www.facebook.com/economiesuisse

Suivez-nous sur Twitter !
www.twitter.com/economiesuisse

www.economiesuisse.ch

Nous nous engageons pour ces facteurs de succès :

ACCÈS DIRECT AUX MARCHÉS MONDIAUX

En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès aisé aux marchés étrangers. Les principaux instruments sont des accords de libre-échange et les accords bilatéraux avec l'Union européenne, de même qu'un engagement au sein d'organisations internationales importantes comme l'OMC ou l'OCDE. Ne disposant pas des mêmes moyens que les grandes puissances, les standards et conventions internationaux sont dans l'intérêt de la Suisse. Ainsi, en cas de conflit, elle peut compter sur l'intervention d'un tribunal international.

LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE

L'essor économique de la Suisse repose sur l'esprit d'entreprise. Les bonnes idées ont besoin d'espace pour se développer. L'État ne doit donc intervenir pour restreindre la libre concurrence que s'il en va de la liberté économique et du droit de propriété. Un cadre étatique ne s'impose que là où il y a une défaillance du marché. Dans ce cas également, les éventuelles réglementations doivent être aussi sveltes et pragmatiques que possible. Leur application doit être peu bureaucratique et favorable aux entreprises. Des restrictions inutiles ou excessives sont un poison pour la prospérité de la Suisse.

Les neuf facteurs de succès sont accessibles sous **www.economiesuisse.ch/fr/les-facteurs-de-succès**

RESPONSABLES DE PROJET

RUDOLF MINSCH

est chef économiste et responsable Politique économique générale et formation chez economiesuisse.

rudolf.minsch@economiesuisse.ch

MICHELE SALVI

est collaborateur scientifique Politique économique générale et formation chez economiesuisse.

michele.salvi@economiesuisse.ch

→ Avant-propos

LA MONDIALISATION EST DE PLUS EN PLUS DÉCRIÉE CES DERNIÈRES ANNÉES. ON OUBLIE VOLONTIERS QU'ELLE A AMENÉ DES CHANGEMENTS TRÈS POSITIFS DANS DE NOMBREUX DOMAINES. AVEC SON ÉCONOMIE FORTEMENT INTERCONNECTÉE ET TOURNÉE VERS L'EXPORTATION, LA SUISSE EN A TRÈS LARGEMENT PROFITÉ

HEINZ KARRER
Président
economiesuisse

MONIKA RÜHL
Présidente de la direction
economiesuisse

→ Cher lecteur, chère lectrice,

Certains saluent la mondialisation comme une opportunité et un enrichissement, tandis que d'autres y voient une menace. Elle apparaît souvent comme le produit de décisions étatiques ou politiques isolées. La mondialisation – et avec elle de nombreuses entreprises actives sur le plan international – est rendue responsable de problèmes sociaux tels que la pauvreté, les inégalités et la dégradation de l'environnement. Dans l'opinion publique, cette perception nourrit un scepticisme de plus en plus palpable à l'égard du libre-échange. Un peu partout, il est devenu de bon ton de critiquer la mondialisation. Mais que signifie réellement ce phénomène ? Qui en a bénéficié – qui n'en a pas bénéficié ? Quel est le rôle des entreprises suisses ? Que doit faire – ou ne pas faire – le monde politique ?

Une chose est sûre : le bilan de la mondialisation est impressionnant. Elle a joué un rôle majeur dans l'élévation du niveau de vie dans le monde et a permis à une grande partie des populations de la planète de sortir de la pauvreté. D'un bout à l'autre du globe, ce sont les ménages les plus pauvres, en particulier dans les pays en développement, qui en ont profité le plus. La Suisse en tire également bénéfice grâce à une intégration accrue dans l'économie mondiale. Près d'un franc sur deux du produit intérieur brut helvétique est aujourd'hui gagné à l'étranger. De plus, les activités internationales des entreprises suisses ont créé d'innombrables emplois et procuré des revenus considérables aux populations non seulement de notre pays, mais aussi de l'étranger. Dans les pays émergents et en développement tout particulièrement, les entreprises suisses ont fourni et continuent de fournir une contribution remarquable au développement économique.

Contrairement à d'autres pays, la Suisse a réussi – grâce à un heureux mélange de responsabilité individuelle et de filets sociaux – à placer sa population sur les rails de la mondialisation. La situation des classes moyennes et des personnes à faible revenu est favorable, en comparaison avec ce qu'elle a été dans le passé ou avec celle à l'étranger.

La Suisse offre des conditions attrayantes, qu'il s'agit de préserver : un marché du travail flexible et ouvert, d'excellentes possibilités de formation et de recherche et un accès libre aux marchés mondiaux. Les appels à des réglementations supplémentaires et à un isolement national vont à l'encontre non seulement des intérêts de la Suisse, mais encore de ceux des pays émergents et en développement. Les défis mondiaux exigent des solutions mondiales : dans un monde globalisé, la coopération internationale est indispensable.

Enfin, nous devons défendre nos forces, nos valeurs et nos traditions fondamentales et développer notre société sur cette base. C'est à cette seule condition que notre pays pourra rester performant dans un avenir globalisé. Car la valeur de la mondialisation est sous-estimée : elle a été le principal moteur de la prospérité d'aujourd'hui et nul doute qu'elle le restera à l'avenir.

→ Comprendre la mondialisation

BIEN QU'IL N'EXISTE AUCUNE DÉFINITION OFFICIELLE DE LA « MONDIALISATION », CE TERME DÉSIGNE COURAMMENT L'INTÉGRATION INTERNATIONALE DES MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES, DES CAPITAUX ET DU TRAVAIL

Chaque semaine ou presque, de gros titres dénoncent les perdants de la mondialisation. Dans de nombreux pays, la population affiche une morosité croissante. Aux États-Unis par exemple, les accords de libre-échange avec l'Asie sont particulièrement critiqués. L'atmosphère est identique dans l'Union européenne (UE), où les citoyens s'opposent au Traité de libre-échange transatlantique (TTIP). Au Royaume-Uni, en revanche, l'exaspération porte moins sur le commerce que sur la migration qui l'accompagne, raison pour laquelle le peuple a voté en faveur du Brexit. Même le cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a échoué. Les partis qui prônent l'isolement et le nationalisme ont le vent en poupe. Il n'est donc guère étonnant que la mondialisation soit devenue un terme très utilisé et controversé. Mais que signifie-t-il exactement ? Quelles sont les principales caractéristiques de la mondialisation ? Comment s'est-elle développée et comment en est-on arrivé là ? C'est à ces questions que répond la présente publication.

Le monde évolue de concert … depuis toujours

L'intégration économique mondiale s'est accélérée depuis la révolution industrielle du XIXe s. jusqu'à nos jours, mais pas de façon linéaire.

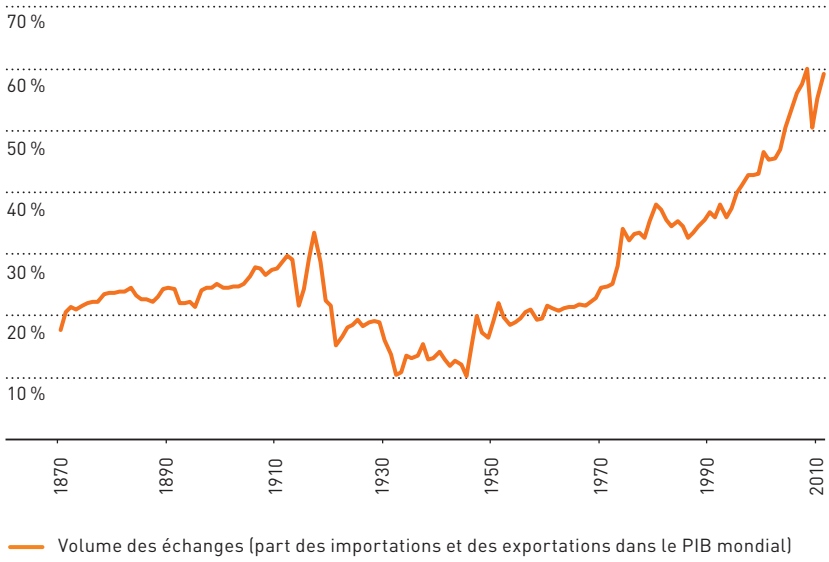
On recense au moins deux phases de mondialisation depuis le milieu du XIXe s. : la première commença à cette période et s'acheva avec la Première Guerre mondiale. Si on considère la part des exportations et des importations dans le produit intérieur brut (PIB), l'ouverture commerciale des grandes puissances d'alors fut multipliée par six au moins entre le début du XVIIIe s. et la fin de cette époque [1]. La première phase de mondialisation fut toutefois relativement modeste : la plupart des transactions concernaient des produits agricoles et industriels. Cette phase se traduisit cependant par une augmentation sensible des échanges commerciaux et financiers transfrontaliers. Ceux-ci s'effondrèrent lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale. De plus, la recrudescence des barrières commerciales pendant la crise économique mondiale des années 1930 renforça le déclin du commerce mondial.

La deuxième phase de mondialisation a débuté après la Seconde Guerre mondiale et se poursuit encore aujourd'hui. Pendant ces deux phases, la progression rapide du commerce et de la production a profondément modifié la taille relative des économies participantes : grâce aux débouchés mondiaux, des pays qui, comme la Suisse, ont un petit marché intérieur ont pu afficher une croissance sensiblement supérieure au potentiel de leur marché national. Les deux guerres et le protectionnisme connexe marquent une rupture claire entre ces phases : le commerce mondial a sensiblement

→ [1] Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2012) : La mondialisation économique – Origines et conséquences

reculé (cf. figure 1). C'est seulement dans les années 1970 que la part des exportations dans le PIB a dépassé le niveau enregistré juste avant la Première Guerre mondiale. L'histoire met en évidence les soubresauts de la mondialisation. Des périodes d'intégration rapide, comme au XIX^{e} s. et durant la seconde moitié du XX^{e} s., alternent avec des revirements majeurs, comme dans l'entre-deux-guerres et pendant la crise économique et financière.

Figure 1:
La mondialisation (exportations et importations, en % du PIB) [2]
Loin d'être linéaire, la mondialisation est entrecoupée de périodes de repli.



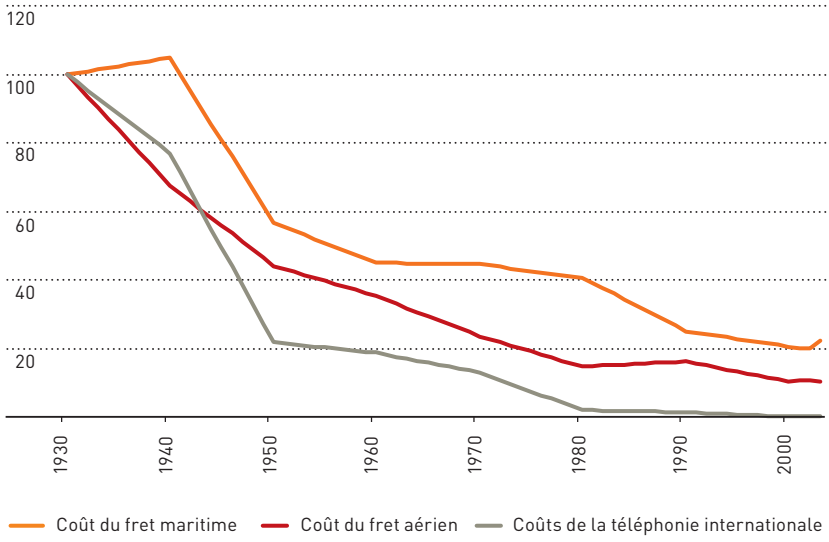
Les nouvelles technologies accélèrent l'interconnexion mondiale

La mondialisation économique découle pour l'essentiel du progrès technique, principalement dans les technologies de transport et de communication, ainsi que de l'ouverture des marchés nationaux de négoce et des capitaux.

Amorcée après la Seconde Guerre mondiale, la deuxième phase de mondialisation a largement surpassé la première. Les échanges commerciaux, mesurés grâce aux exportations et importations, ont sensiblement dépassé leur niveau d'avant-guerre, car davantage de biens et de services sont négociés et davantage de pays participent au commerce international. La part du commerce international dans le PIB mondial a plus que doublé entre 1950 et 1992. Jusqu'à la fin des années 1980, cette évolution était observée principalement dans les pays industrialisés occidentaux et au Japon. Cet essor marqué du commerce international a plusieurs explications, la principale étant la baisse des coûts du négoce. Les frais de transaction ont considérablement diminué grâce aux progrès technologiques, tels que le développement de l'aviation commerciale, la productivité accrue dans la navigation ou la prolifération du téléphone (cf. figure 2).

→ [2] OurWorldInData (2017)

Figure 2 :
Baisse des frais de transport et de communication (indice 1930 = 100) [3]
La baisse des frais de transport et de communication s'est traduite par un recul massif des coûts de transaction.

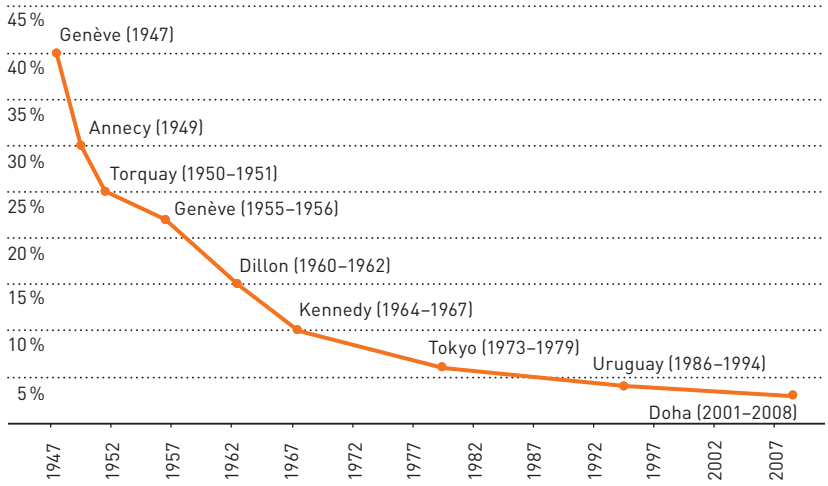


Abrogation des barrières commerciales nationales

La tendance s'est accélérée ces deux dernières décennies : la mondialisation a retrouvé de sa vigueur grâce à l'ouverture des marchés des pays émergents.

Plusieurs cycles de négociation organisés dès 1948 dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade ou GATT) et la fondation de l'OMC en 1995 ont contribué à réduire les entraves au commerce international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (cf. figure 3). Ainsi, les droits de douane moyens, qui s'élevaient à 40 % environ, ont progressivement diminué pour s'établir désormais à près de 4 %. L'abrogation des obstacles à la circulation des capitaux et la facilitation de la migration ont également encouragé la coopération économique. La naissance d'un véritable marché mondial ne remonte

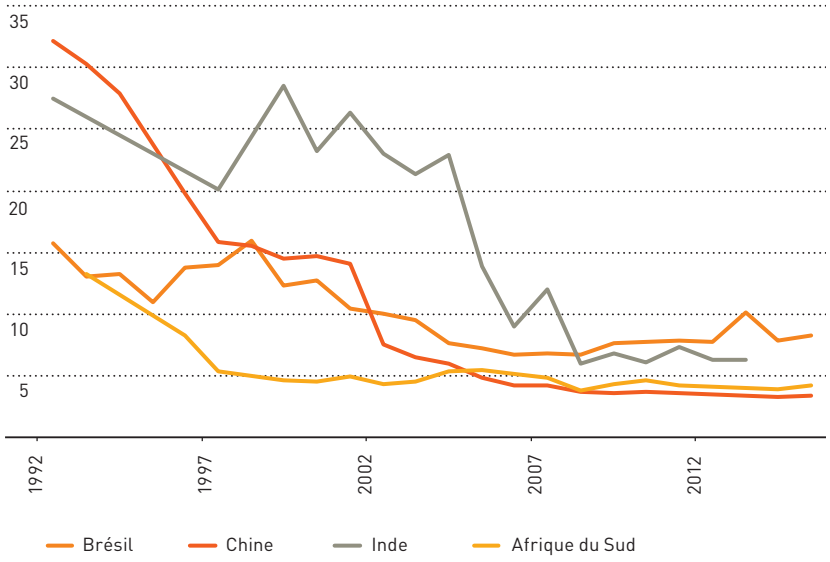
Figure 3 :
Recul des droits de douane dans les pays industrialisés dans le cadre du GATT (moyenne pondérée exprimée en pourcentage de la valeur des marchandises, base : États-Unis, UE et Japon) [4]
La dynamique d'ouverture domine malgré quelques périodes protectionnistes : les droits de douane moyens des pays industrialisés ont baissé de 90 % entre 1947 et 2008.



→ [3] OCDE (2012)
→ [4] OMC (2016)

cependant qu'au début des années 1990 : la Chine et les pays de l'ancienne Union soviétique ont de nouveau participé aux échanges internationaux, réduisant parfois fortement leurs barrières commerciales (cf. figure 4). Cela a engendré une nouvelle accélération de la deuxième phase de mondialisation et accru l'importance de la Chine dans le commerce international. Rien qu'entre 1995 et 2005, la part des produits chinois dans les importations totales des pays de l'OCDE est passée de 5 à 13 % [5]. Les relations commerciales entre les pays émergents et en développement se sont elles aussi sensiblement améliorées : la Chine est aujourd'hui le principal partenaire commercial du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

Figure 4 :
Recul des droits de douane dans les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine ; moyenne pondérée exprimée en pourcentage de la valeur des marchandises) [6]
Ces dernières décennies, les pays émergents ont également ouvert leurs marchés et réduit leurs droits de douane. En conséquence, leur importance sur le marché mondial a fortement augmenté.



La mondialisation ne se résume pas au commerce international

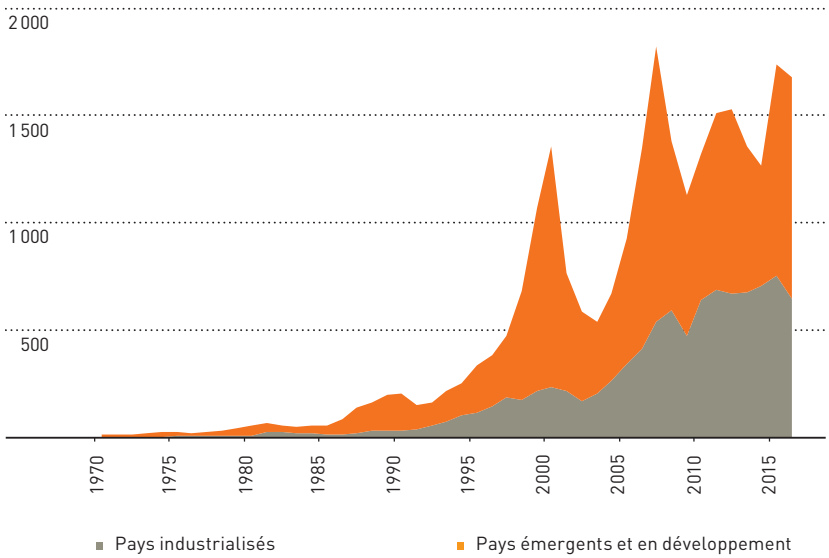
La libéralisation des flux financiers a considérablement facilité l'accès aux marchés financiers ainsi que les transferts de connaissances et de savoir-faire entre les pays.

La croissance commerciale est impressionnante depuis les années 1990. Les interconnexions sur les marchés des capitaux se sont également développées de manière très dynamique depuis cette période. Comme pour les échanges commerciaux, cela tient en grande partie à la libéralisation de la circulation des capitaux et aux progrès réalisés dans les technologies de communication. À cet égard, les investissements directs à l'étranger jouent un rôle déterminant dans la mondialisation économique (cf. encadré ci-après et figure 5). Jusque dans les années 1980, le commerce mondial et les investissements directs affichaient une évolution relativement parallèle. Ces derniers concernaient alors principalement des activités connexes des exportations. Ils ont toutefois fortement progressé depuis les années 1980 et constituent désormais un facteur essentiel de la division internationale du travail. De nos jours, non seulement l'approche est internationale, mais la production également. Cette intégration accrue de l'économie mondiale résulte du processus de mondialisation qui, contrairement à une opinion largement répandue, n'a pas été ordonné par les pouvoirs publics, mais découle des avantages économiques exposés au chapitre suivant.

→ [5] OCDE (2012)
→ [6] Banque mondiale (2017)

Qu'entend-on par investissements directs ?
Les investissements directs à l'étranger englobent tous les investissements réalisés à l'étranger en vue d'établir une relation stratégique à long terme avec l'entreprise dans laquelle on investit. Il peut s'agir de la création d'une nouvelle société (« greenfield investment »), de l'acquisition d'une entreprise existante, d'une fusion ou d'une participation, voire du développement d'une entité déjà présente dans un autre pays. Contrairement à un simple placement de portefeuille comme l'achat d'actions, l'investisseur influe de manière significative sur la gestion de l'entreprise. On considère que, pour cela, une participation de 10 % au moins est nécessaire.

Figure 5 :
Investissements directs (en milliards de dollars US) [7]
Les investissements directs à l'étranger gagnent en importance avec la mondialisation : depuis 1970, ces flux ont plus que centuplé à l'échelle mondiale.



→ [7] Base de données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2017)

100% ALL NATURAL
SHANGRI-LA IN A BOTTLE
ORANGE, CITRUS
PALE ALE
TIBETAN PALE ALE
IMPORTED TIBETAN CRAFT BEER
24 x 330 ml

SHANGRI-LA IN A BOTTLE
BLACK YAK
IMPORTED TIBETAN CRAFT
24 x 330 ml

La bière Shangri-La

Shangri-La : une bière tibétaine aux racines suisses

Une bière suisse fabriquée sur les plateaux tibétains ? Cela semble audacieux, et ça l'est. Réunir ces deux mondes est un défi majeur et pas seulement pour des raisons culturelles. Songtsen Gyalzur, qui a grandi à Rapperswil et créé une régie immobilière, n'était pas destiné à diriger une brasserie. À la fin de son tour du monde, il a « juste » rendu visite à sa mère, repartie au Tibet pour y ouvrir un orphelinat. Sur place, il a compris qu'un grand nombre des enfants de l'orphelinat auront du mal à entrer dans la vie active. Sans hésiter, il a repris un restaurant local pour y former des apprentis comme cela se fait en Suisse. Le projet, axé sur des produits et des plats régionaux, a bien fonctionné. « Mais avec la bière, c'était une autre histoire », explique Songtsen Gyalzur. La Chine est certes le plus grand marché mondial de la bière, mais elle mise sur des bières bon marché brassées à partir de riz qu'il n'apprécie pas particulièrement. C'est ainsi qu'est né le projet le plus audacieux de sa carrière : la bière Shangri-La. « Les conditions sont idéales pour produire une bière de qualité : de l'eau de source à profusion, mais aussi de l'orge des hautes terres, qui pousse à partir de 3000 mètres et que les paysans n'arrivent plus à vendre de nos jours. » Mais les ingrédients ne suffisent pas pour faire une bonne bière. Après une première tentative autodidacte infructueuse, il a fait appel au savoir-faire suisse. Songtsen Gyalzur a trouvé en Fredy Stauffer un maître brasseur enthousiaste avec un demi-siècle d'expérience et qui était d'accord non seulement de se rendre sur place pour développer une grande bière, mais également d'assurer la formation des jeunes de l'orphelinat.

La bière a eu du succès auprès des clients – et des instances locales. Celles-ci ont toutefois informé Songtsen Gyalzur d'une des conditions fixées par les autorités chinoises pour délivrer une autorisation : embouteiller 18 000 bouteilles par heure au moins. Il devait donc prendre une décision : renoncer ou s'investir totalement ? Il a choisi de s'investir, a cherché du renfort et a construit une brasserie artisanale ultra-moderne. Les obstacles à surmonter ont été nombreux : « L'État chinois se développe si vite que quantité de choses qui sont vraies aujourd'hui ne le sont plus demain. Et puis, un entrepreneur doit apprendre vite – sinon il échoue. » Lui a réussi. Il emploie désormais 26 personnes à temps plein et une douzaine d'indépendants au Tibet, et les signes sont à la croissance. Sa bière, qu'il commercialise en Suisse grâce à Feldschlösschen, a déjà remporté des prix internationaux. Et sur le marché chinois de la bière artisanale, qui en est à ses balbutiements, il est cité en exemple. Son objectif : que sa bière Shangri-La devienne une marque connue en Chine. Et, un jour, transmettre la brasserie à un jeune de l'orphelinat de sa mère formé sur place. Les chances sont bonnes.

→ Prospères grâce à la mondialisation

LA DIVISION DU TRAVAIL TOUJOURS PLUS FORTE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE PERMET AUX DIFFÉRENTS SITES ÉCONOMIQUES DE TIRER PROFIT DE LEURS ATOUTS. À L'ÉCHELLE MONDIALE, LES RICHES DEVIENNENT CERTES PLUS RICHES, MAIS LES PAUVRES AUSSI

La mondialisation imprègne notre vie au quotidien. Nous mangeons des avocats cultivés au Mexique, achetons des smartphones assemblés en Chine et regardons des séries TV tournées aux États-Unis. Nous passons des vacances en Australie ou conduisons une voiture japonaise. Pour le travail, nous envoyons des courriels en Allemagne ou discutons via Skype avec un collègue en Angleterre. Tout autour du globe, nous pouvons échanger des messages, traiter des affaires ou simplement converser et cela, nous le devons à l'interconnexion mondiale de l'économie. Mais quels effets la mondialisation a-t-elle sur notre porte-monnaie ? Augmente-t-elle vraiment notre prospérité ? La réponse est clairement oui ! Tout au long des pages suivantes, nous allons voir comment, pourquoi et si c'est le cas dans le monde entier.

Forte croissance économique mondiale

La mondialisation a stimulé la croissance économique mondiale, les consommateurs bénéficient d'un choix plus vaste.

Tant l'ouverture des flux commerciaux que la libéralisation des flux financiers ont sensiblement accéléré la croissance économique. Le fonctionnement de la mondialisation est simple : elle favorise le commerce entre les pays, étend les marchés et augmente la concurrence entre les entreprises (cf. encadré ci-après). Sur le plan économique, l'efficacité s'améliore : grâce aux avantages de coût comparatifs, la fabrication se concentre sur les entreprises les plus productives, où qu'elles soient géographiquement. Par leur expansion, les entreprises les plus productives peuvent atteindre plus d'acheteurs et accroître encore leur efficacité. La productivité globale de l'économie augmente ainsi. L'ouverture des marchés pour les biens, services et facteurs de production favorise la croissance économique et contribue à une plus grande prospérité.

Qu'est-ce que l'avantage comparatif ?
Partager pour gagner : la théorie de l'avantage comparatif a été développée par l'économiste britannique David Ricardo (1772–1823). Elle stipule que chaque pays devrait s'en tenir aux biens et services qu'il peut produire à un prix relativement plus avantageux que d'autres pays, c'est-à-dire avec des coûts d'opportunité plus faibles. Les pays se spécialisent donc en fonction de leurs avantages de coût comparatifs.

Pour illustrer ce concept, prenons un exemple simple qui, a priori, ne semble avoir aucun lien avec la division internationale du travail. Imaginons que Roger Federer ait le choix entre passer une heure à laver sa voiture ou, pendant ce temps, tourner un spot publicitaire qui lui rapporte 10 000 francs. Dans l'option voiture, il doit renoncer à ce revenu de 10 000 francs car il ne peut alors pas faire le spot publicitaire. Ces 10 000 francs représentent son coût d'opportunité pour le lavage de la voiture. Il pourrait confier cette tâche à un garçon du quartier. Le garçon en question aurait besoin de deux heures et serait donc moins productif. Un autre voisin a proposé à ce garçon de faire du jardinage et de toucher 30 francs. Le coût d'opportunité du garçon pour le lavage de voiture est donc de 30 francs – nettement moins que les 10 000 francs de Roger Federer. Bien que le garçon soit moins productif, il a un avantage comparatif pour le lavage de la voiture de Roger Federer et il vaut la peine de lui confier cette tâche en lui offrant une rémunération supérieure à son coût d'opportunité de 30 francs.

La même réflexion peut s'appliquer aux pays et aux entreprises. Elle est à la base de la théorie du commerce extérieur et explique pourquoi la production ne se concentre pas que sur les pays les plus productifs et pourquoi chaque pays a des avantages comparatifs dans certains domaines.

Les chiffres de la performance économique illustrent bien l'influence de la mondialisation : le PIB mondial réel a sextuplé depuis 1950. En plus, les économies ouvertes croissent plus vite que les économies fermées. Selon différentes études, les pays qui ont libéralisé leur commerce extérieur entre 1950 et 1998 affichent une croissance économique de 1,5 point supérieure en moyenne après la libéralisation [8]. Il y a plus encore : dans les économies ouvertes, les salaires sont plus élevés parce que la main-d'œuvre qui travaille dans un contexte à orientation internationale est plus productive. Le commerce profite aussi directement aux consommateurs. Grâce à la concurrence internationale, les prix sont plus bas et ils peuvent choisir parmi une plus grande variété de produits de qualité. Sans mondialisation, qui téléphonerait aujourd'hui avec un iPhone ou boirait du Coca-Cola ? Une question subsiste néanmoins : est-ce que tous peuvent profiter de cette croissance économique et des avantages de la mondialisation ?

→ [8] Wacziarg et Welch (2008) : Trade Liberalization and Growth: New Evidence. World Bank Economic Review, 22 (2), pp. 187–231

Enrichissement des riches – mais aussi des pauvres

La mondialisation a sensiblement favorisé la prospérité à l'échelle mondiale, en contribuant notamment à améliorer le niveau de vie et à affranchir une grande partie de la population mondiale de la pauvreté.

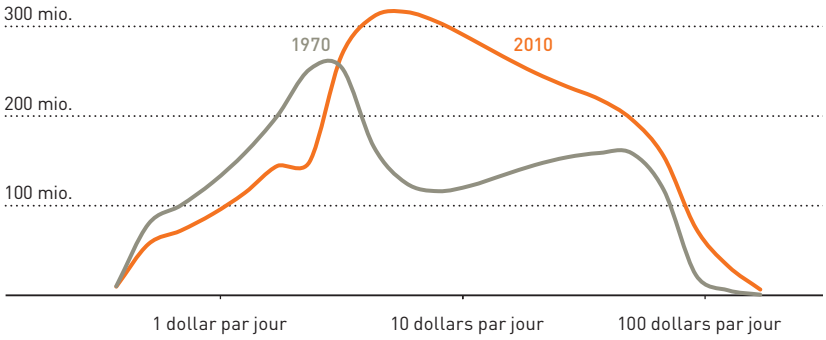
Dans la théorie économique, les économies ouvertes convergent vers un niveau de revenu uniforme. Cela signifie que les pays pauvres se développent sensiblement plus vite que les pays riches, à condition que leur marché soit ouvert [9]. L'ouverture – et, en ce sens, la mondialisation – devrait donc particulièrement profiter aux pays pauvres. Un coup d'œil aux chiffres confirme cette théorie : la mondialisation a contribué à un meilleur niveau de vie dans le monde entier. Le revenu a augmenté, surtout celui des plus pauvres. En 1970, un peu plus de deux milliards de personnes vivaient dans la « pauvreté absolue » telle que définie par la Banque mondiale (1,90 USD par jour corrigé de l'inflation), en 2015 elles étaient près de 705 millions (cf. encadré ci-après). Rapportée à la population mondiale, la baisse est encore plus marquante : 60 % de la population vivaient dans la pauvreté absolue en 1970, aujourd'hui c'est encore le cas de 10 % de la population environ [10].

Que signifie « pauvreté absolue » ?
La pauvreté est un état de dénuement dans des domaines importants de la vie comme le logement, l'alimentation, la santé, la formation, le travail et les contacts sociaux. Sont considérées comme pauvres les personnes qui sont passées sous un certain seuil de pauvreté et comme vivant dans la pauvreté absolue celles qui disposent, en termes réels, de moins de 1,90 USD par jour. Ce seuil de pauvreté moyen a été défini par les dix à vingt pays les plus pauvres au monde. Le calcul, par la Banque mondiale, du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue s'appuie sur 850 sondages réalisés auprès de ménages dans 130 pays en développement.

Les trois dernières décennies ont aussi vu une forte amélioration de la répartition des revenus. Dans les années 1970, la division économique de notre planète comptait un premier monde prospère, un tiers monde pauvre et peu de gens entre les deux (cf. figure 6). La répartition des revenus ressemblait alors aux deux bosses d'un chameau. En 2010, la situation avait considérablement changé. Les pays émergents comptent désormais une classe moyenne, les extrêmes ont fortement baissé et la répartition des revenus est plus équilibrée ou, pour reprendre l'image du camélidé, ressemble à la bosse d'un dromadaire.

→ [9] Sachs et Warner (1995) : Natural Resource Abundance and Economic Growth. NBER Working Paper n° 5398
→ [10] Banque de données de la Banque mondiale (2017) et Bourguignon et Morrisson (2002) : Inequality Among World Citizens: 1820–1992. American Economic Review

Figure 6 :
Répartition mondiale des revenus (millions de personnes à un certain niveau de revenu, en USD, montants corrigés du pouvoir d'achat)
Grâce à la croissance économique, la répartition des revenus s'est sensiblement améliorée par rapport à 1970 : en 2010, les personnes vivant dans la pauvreté étaient beaucoup moins nombreuses. Une majorité de la population mondiale fait à présent partie de la classe moyenne [11].

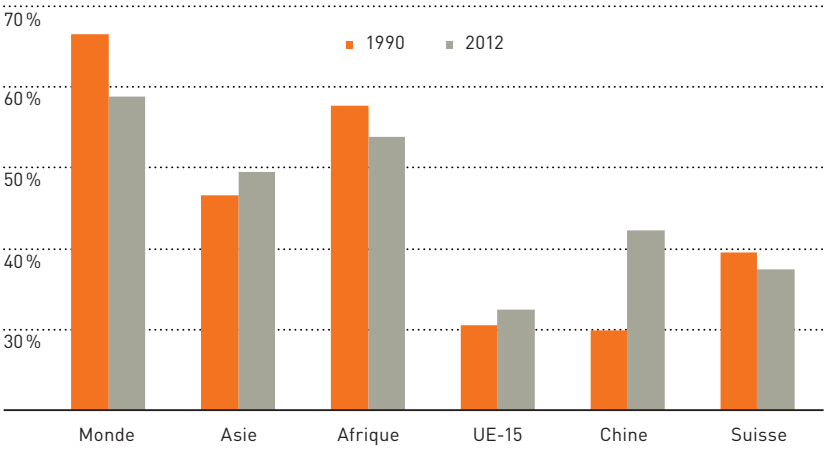


La planète est devenue plus égale

Les différences entre pays riches et pauvres s'amenuisent toujours plus.

La mondialisation a rendu le monde plus égal : la communication est devenue moins coûteuse, les transports plus rapides et les pays émergents et en développement ont sensiblement réduit l'écart par rapport aux pays industrialisés. Le coefficient de Gini mondial, qui mesure les inégalités, a baissé depuis 1989 (cf. figure 7). Cela signifie que la répartition des revenus dans le monde entier est devenue plus égale (cf. encadré page 14).

Figure 7 :
Coefficient de Gini du revenu disponible (en %)
À l'échelle mondiale, les inégalités dans la répartition des revenus ont diminué depuis 1989 – notamment en Suisse et dans la plupart des pays d'Afrique. Dans de nombreuses nations et régions cependant le coefficient de Gini a augmenté, par exemple en Asie [12].



→ [11] OCDE (2012) et Banque mondiale (2013)
→ [12] Darvas (2017)

Comment mesure-t-on les inégalités ?
Une mesure souvent utilisée est le coefficient de Gini, qui décrit, avec des valeurs allant de 0 (zéro) à 1 (un), la répartition des revenus et de la fortune. Une valeur de 0 exprime une distribution complètement uniforme, une valeur de 1 qu'une personne reçoit tout et les autres rien du tout. La figure 7 montre l'évolution du coefficient de Gini selon le revenu disponible des ménages. La Suisse, par exemple, se situe bien en-dessous de la moyenne internationale.

Les résultats sont moins uniformes à l'échelle d'un pays ou d'une région. Depuis la fin des années 1980, les inégalités ont diminué en Afrique, mais augmenté en Asie et dans les pays de l'UE-15, parfois nettement. Seuls quelques pays, dont la Suisse, ont enregistré une baisse du coefficient de Gini au cours des vingt dernières années. Quel lien y a-t-il avec la mondialisation ? Sur le plan théorique, il y a deux effets antagonistes :

1. Le commerce entre les pays industrialisés et les pays émergents et en développement augmente en général les salaires de la main-d'œuvre hautement qualifiée, qui est relativement rare dans le monde. À l'inverse, la concurrence accrue liée au plus grand pool de travailleurs sans formation professionnelle peut faire baisser leurs salaires dans les pays industrialisés comme la Suisse. C'est notamment le cas si une main-d'œuvre majoritairement non qualifiée arrive sur le marché de l'emploi national et que la pression sur les salaires augmente. Cet effet renforce les inégalités.

2. En même temps, le commerce et les avantages comparatifs en termes de coûts font baisser les prix de biens consommés en majorité par les ménages à petit revenu, augmentant ainsi leur pouvoir d'achat relatif. Aujourd'hui, l'on trouve ainsi des vestes à 30 francs, des pull-overs à 20 et des tee-shirts à 10. La part du salaire dédiée à ces dépenses est sensiblement plus faible qu'il y a 50 ans. Cela renforce le pouvoir d'achat des ménages à bas revenus et atténue les inégalités.

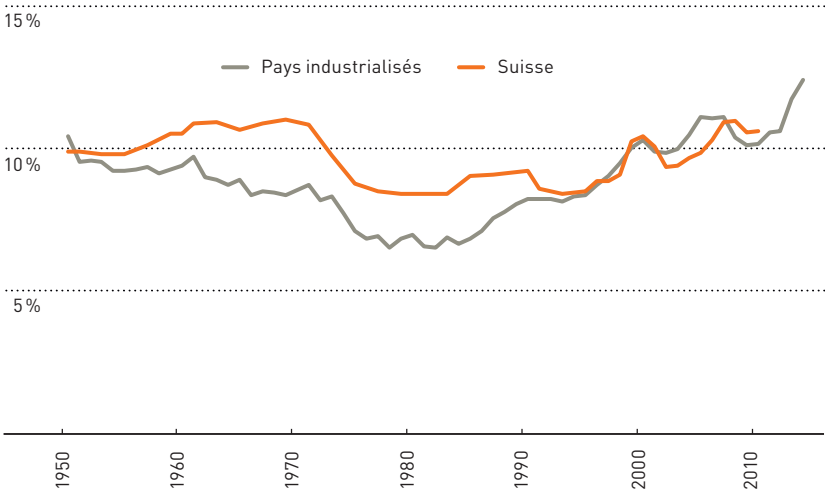
Face à ces effets antagonistes, l'impact net de la mondialisation sur les inégalités demeure peu clair sur le plan théorique. La question reste donc posée : la mondialisation entraîne-t-elle des inégalités dans certains pays ?

Les inégalités ne sont pas liées à la mondialisation

Les inégalités salariales n'évoluent pas de manière uniforme à l'intérieur des pays. Les inégalités ne sont pas liées à la mondialisation, mais propre à la dynamique économique.

Depuis les années 1980, de nombreux pays émergents et en développement ont effectivement connu une hausse des inégalités. Le fait que, dans un pays comme la Chine, la forte croissance s'accompagne d'une augmentation des inégalités n'est pas inhabituel et corrobore l'expérience faite dans les pays européens aux XIX^{e} et XX^{e} s. La montée des inégalités en Chine résulte d'un enrichissement très rapide dans les villes, rythme que les régions rurales n'arrivent pas à suivre. Il est donc faux de dire qu'en Chine, les pauvres ne profitent pas de l'essor de leur pays – les progrès sont simplement plus lents. Ce mécanisme vaut pour beaucoup de pays émergents et en développement comme pour bon nombre de pays européens à économie émergente et n'est donc pas, en soi, problématique.

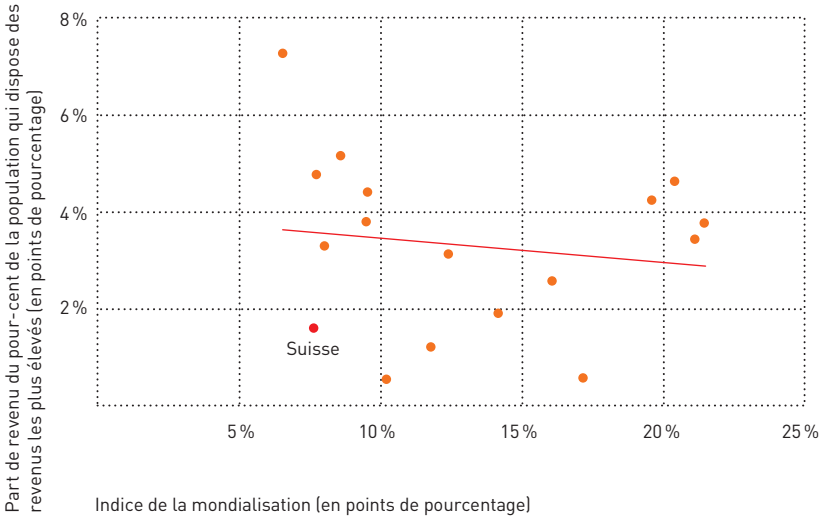
Figure 8 :
Part de revenu du pour-cent de la population qui dispose des revenus les plus élevés (en %)
Le pour-cent de personnes aux revenus les plus élevés dans les nations industrialisées touche près de 10 % des revenus avant impôts. En Suisse, la part de ces personnes à l'ensemble des revenus est relativement stable depuis des années [13].



Dans les pays industrialisés, les hausses de revenu en faveur du pour-cent de la population qui dispose des revenus les plus élevés ont effectivement progressé depuis le milieu des années 1980 (cf. figure 8) – la Suisse faisant exception (cf. encadré). La mondialisation en tant que telle semble cependant ne pas jouer directement un rôle (cf. figure 9). La cause principale serait plutôt le développement technologique : les salaires de la main-d'œuvre qualifiée qui utilise plus intensément les technologies ont davantage progressé. Au cours des dernières décennies, les travailleurs qualifiés ont donc été favorisés, tandis que la main-d'œuvre non qualifiée risque d'être évincée par les investissements en capitaux. Le marché de l'emploi voit la demande se décaler du travail non qualifié vers des tâches qualifiées, ce qui creuse les inégalités salariales. Mais un éventuel effet net négatif de la mondialisation sur les inégalités dans les pays industrialisés ne peut pas s'expliquer juste par l'ouverture des marchés de l'emploi ou la technologie. Une autre explication possible est que le revenu avant impôts des gros salaires se compose en grande partie de revenus du capital et de gains en capital. Ces revenus étant étroitement liés au mouvement des marchés d'actions, ils ont fortement augmenté ces dernières décennies, mais ils sont aussi plus vulnérables lors de récessions et de turbulences sur les marchés financiers. La donne pourrait donc très vite changer en cas de crise.

→ [13] World Wealth and Income Database (2017)

Figure 9 :
Indice de mondialisation et part de revenu du pour-cent de la population qui dispose des revenus les plus élevés dans les pays industrialisés
Les inégalités salariales croissantes dans quelques pays et régions sont moins le fait de la mondialisation que des progrès technologiques : il n'y a pas de corrélation apparente entre le degré de mondialisation et les inégalités salariales [14].



En Suisse, l'écart salarial ne s'est plus creusé ces dernières années. Grâce au système de formation, la répartition des revenus est stable depuis des décennies.

La mondialisation fait de nombreux gagnants, mais aussi quelques perdants

La pauvreté a fortement reculé dans le monde entier, un nombre inégalé de personnes ont aujourd'hui un travail et donc un revenu décent. Cependant, surtout dans les pays industrialisés, il existe une grande crainte de chômage massif et d'inégalités croissantes. L'opinion publique pense que la mondialisation entraîne la disparition de milliers d'emplois. Supposant que la main-d'œuvre indigène sera remplacée par des travailleurs étrangers à bas salaire ou même des robots, l'interconnexion mondiale de l'économie est toujours plus considérée comme une menace. Les faits prouvent pourtant que la mondialisation fait de nombreux gagnants. Mais il y a aussi quelques perdants, surtout des personnes peu qualifiées dans les pays industrialisés sans mesures de compensation sociales. Ceux qui perdent leur emploi parce que le travail peut être effectué à moindre coût en Chine retrouvent généralement du travail, souvent même dans une branche où les salaires sont meilleurs. Mais un changement structurel prend du temps. Les emplois ne se créent pas tout de suite et ce ne sont pas les mêmes. Il est même possible que les démarches de certaines personnes peu qualifiées restent vaines sur le long terme.

Il n'empêche que le marché de l'emploi suisse est et reste libre de tout signe indiquant une pénurie d'emplois. Bien au contraire : chaque année, davantage de postes sont créés que supprimés [15]. Cependant, la division internationale du travail ainsi que les débouchés et sites de production répartis dans le monde entier chamboulent le marché de l'emploi. Dans le chapitre suivant, nous étudierons le rôle des entreprises dans ce contexte et quelle incidence cela a sur la Suisse en tant que lieu de travail et place économique.

→ [14] **Graphique d'economiesuisse fondé sur les données de la World wealth and income database (2017) et de l'indice KOF de la mondialisation (2017)**
→ [15] **economiesuisse (2017) : La mutation structurelle en Suisse : perception et réalité. Dossierpolitique**

Pourquoi la répartition des revenus est-elle stable en Suisse ?
En Suisse, la mondialisation a favorisé la prospérité pour quasiment tous les ménages. La répartition des revenus des ménages est relativement stable depuis les années 1990, tout comme la part du pour-cent de la population qui dispose des revenus les plus élevés. L'écart entre le salaire le plus élevé et le moins élevé a même légèrement diminué entre 2008 et 2016. Les salaires des travailleurs les mieux payés ont progressé de 6,3 %, tandis que ceux des travailleurs les moins bien payés ont augmenté de 9,9 % [16]. La part des emplois faiblement rémunérés (salaire mensuel brut inférieur à 4335 francs en 2016) est passée de 11,4 % en 2008 à 10,2 % en 2016 [17]. Par rapport à autrefois et à l'étranger, la classe moyenne et les bas salaires vont bien en Suisse. Le système de formation professionnelle duale explique en grande partie cette répartition stable des revenus. Ainsi, seuls 5 % de la population n'ont pas dépassé l'école obligatoire. Les personnes sans formation professionnelle sont précisément celles qui gagnent relativement peu en comparaison de personnes mieux formées. Si leur pourcentage sur le marché de l'emploi suisse était plus élevé, les inégalités le seraient sans doute aussi.

→ [16] **Office fédéral de la statistique (2018) : enquête suisse sur la structure des salaires 2016**
→ [17] **Ibid.**

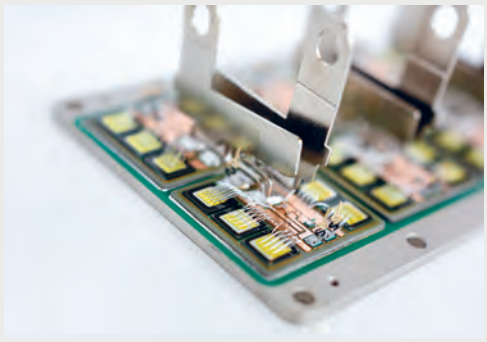
ABB

ABB Semiconductors : optimiser l'efficacité énergétique grâce à des puces

Les puces en silicium comptant des milliers de minuscules circuits sont une aide cruciale dans notre quotidien, tout en étant très peu visibles. La plupart des utilisateurs savent que les téléphones mobiles et les ordinateurs portables en contiennent. Mais aussi les locomotives, les navires et les centrales éoliennes. Les composants de puissance des semi-conducteurs sont le cœur de l'électronique de puissance qui dirige les flux et transforme l'énergie. Les puces en silicium doivent répondre à des exigences particulières, entre autres en termes de sécurité et de durée de vie. Chiara Corvasce, qui travaille au sein du groupe industriel suisse depuis douze ans, dirige le département Design et développement de puces d'ABB Semiconductors et ses huit collaborateurs, à Lenzbourg. Cette Italienne connaît dans le détail le fonctionnement des semi-conducteurs industriels. Il y a des différences considérables par rapport à une puce d'ordinateur : « Le défi consiste à fabriquer des semi-conducteurs capables de gérer des gigawatts d'énergie et, si possible, de transporter cette énergie sans perte d'efficacité. Ils doivent en outre pouvoir fonctionner de manière totalement fiable dans des conditions climatiques rudes pendant 30 ans au moins. »

ABB Semiconductors revêt une importance stratégique pour ABB dans le domaine de l'énergie et vend 40 % de ses produits environ au sein du groupe et 60 % hors de celui-ci. Dans les deux segments, l'entreprise est en concurrence mondiale avec d'autres grandes sociétés technologiques. ABB Semiconductors, qui compte plusieurs centaines de collaborateurs à Lenzbourg et à Prague, occupe une position dominante avant tout dans la haute tension, même si les réseaux de distribution d'énergie sont une des principales applications des semi-conducteurs.

Aujourd'hui, le développement de composants de puissance est fortement lié à l'essor des véhicules électriques, qui pousse à l'innovation dans le domaine des puces. La tendance est la même que pour les ordinateurs : la technologie doit devenir toujours plus performante et toujours plus petite. « En collaboration avec nos collègues du centre de recherche du groupe à Baden-Dättwil, nous étudions de nouveaux matériaux comme le carbure de silicium. Ses propriétés permettent d'utiliser les composants également avec des fréquences supérieures, tout en réduisant toujours plus les pertes d'énergie et en maximisant la densité de puissance. Ce matériau est plus onéreux que le silicium et la technologie pour fabriquer les composants beaucoup plus complexe », explique Chiara Corvasce. « Les équipes de Lenzbourg se concentrent toujours sur la miniaturisation des transistors en silicium pour accroître la densité de courant des composants. »



Les exigences en matière de qualité sont très élevées, et ici la qualité va main dans la main avec la précision et la propreté. À Lenzbourg, les semi-conducteurs sont fabriqués derrière d'épaisses vitres en verre, dans des pièces affichant un très haut degré de pureté. Un grain de poussière, aussi petit soit-il, n'a aucune chance : l'air est filtré plusieurs fois et renouvelé en permanence. Les puces sont fabriquées sur des wafers (plaques de silicium) traités selon une procédure hautement complexe. En deux mots, on applique une couche de matériau, on chauffe et on éclaire. Les collaborateurs qui accompagnent les 300 étapes du processus de fabrication portent des combinaisons intégrales et des masques. L'ensemble du processus nécessite six semaines environ.

Avant d'être utilisés, les composants sont longuement testés. Ensuite, ils sont utilisés partout dans le monde pour assurer un pilotage sûr de l'énergie et une utilisation efficace de celle-ci. Ils le font si naturellement et de manière si fiable qu'on ne s'en rend pas compte.

→ Le rôle des entreprises

LES ENTREPRISES SUISSES DISPOSENT D'UN MARCHÉ INTÉRIEUR ÉTROIT – RAISON POUR LAQUELLE DE NOMBREUSES PME SONT ACTIVES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE. AVEC LEURS INVESTISSEMENTS DIRECTS, ELLES CRÉENT DE LA VALEUR ET DES EMPLOIS EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER

La Suisse figure sans aucun doute parmi les gagnants de la mondialisation. Sa prospérité a continué de progresser au cours des deux dernières décennies et, contrairement à des pays comparables, ni les inégalités salariales ni le chômage n'ont pris l'ascenseur. Les entreprises suisses ont beaucoup contribué à cette évolution. Et pourtant, lorsqu'il est question de mondialisation, les multinationales ont souvent mauvaise presse. Il leur est régulièrement reproché d'exploiter les ressources au détriment de la population locale et de l'environnement ou d'exercer un pouvoir échappant au contrôle des politiques. Hormis quelques exemples malheureux, cette image ne reflète pas la réalité. Les entreprises d'envergure mondiale sont au contraire d'importants facteurs de croissance économique, créant de l'emploi et favorisant l'innovation et le transfert technologique. Mais comment les activités des entreprises à l'étranger ont-elles contribué à notre richesse ?

La Suisse vit du commerce extérieur

Le commerce extérieur est aussi vital pour la Suisse que pour ses entreprises : près d'un franc sur deux est gagné à l'étranger.

Le marché helvétique est étroit. Comme dans beaucoup d'autres petits États, le commerce extérieur représente une part élevée du produit intérieur brut de la Suisse. En raison de l'étroitesse du marché intérieur, les entreprises suisses ont été poussées très tôt à offrir également des produits et des services innovants à l'étranger. C'est la raison pour laquelle elles se distinguent à l'international, en dépit de coûts de production relativement élevés. En 2016, elles ont réalisé quelque 40 % de leur valeur ajoutée brute grâce à l'exportation de biens et de services. Contrairement aux chiffres relatifs aux exportations de la statistique douanière, la valeur ajoutée exportée exclut les prestations préalables que les entreprises suisses ont achetées à l'étranger. Autrement dit, c'est la valeur générée en Suisse. Ce chiffre souligne l'importance du libre accès aux marchés mondiaux pour les entreprises suisses. Certaines ont franchi un pas de plus vers la mondialisation, en étendant leur production dans d'autres pays (cf. encadré).

Quelle est l'importance du libre-échange pour les entreprises suisses ?
Le libre-échange n'est rien de plus que le libre transfert de biens et de services. Outre les organisations internationales telles que l'OMC, les accords de libre-échange entre États ou entre espaces économiques contribuent tout particulièrement à supprimer certaines barrières et à faciliter le commerce. Un libre-échange intégral reste toutefois rare. La plupart du temps, les États conviennent de facilitations commerciales consistant à abaisser les droits de douane ou à supprimer les obstacles techniques au commerce. En signant un tel traité, un État offre à son économie un accès facilité à un marché étranger.

Prenons l'exemple de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine. Depuis son entrée en vigueur le 1er juillet 2014, les entreprises suisses profitent d'un meilleur accès à ce marché en forte croissance qu'est la Chine, dont elles retirent un avantage vis-à-vis d'États tiers, par exemple sous la forme d'un allégement, voire d'une exonération des droits de douane dans certains secteurs. Cet accord est primordial pour l'économie helvétique, car la Chine fait désormais figure de poids lourd parmi les partenaires commerciaux de la Suisse. En quelques années, elle est en effet devenue notre troisième partenaire commercial après l'UE et les États-Unis. En 2016, nos exportations vers la deuxième puissance économique mondiale ont culminé à 5,8 milliards de francs, mettant clairement en évidence l'incidence favorable des accords de libre-échange.

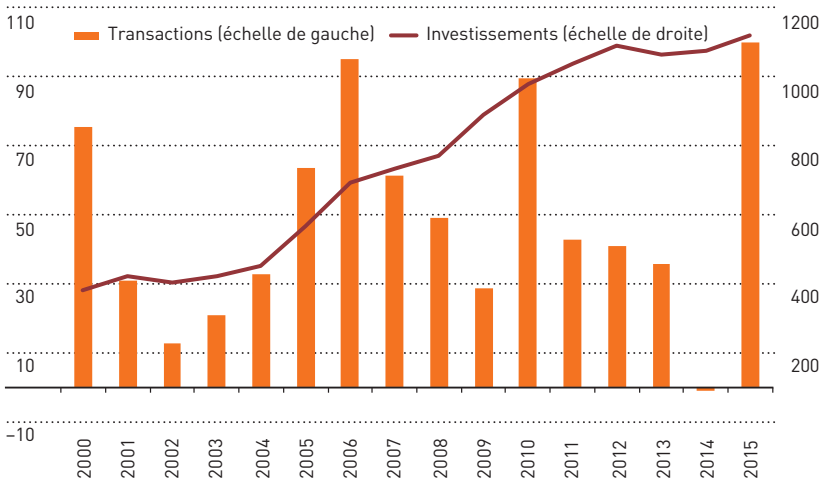
Les investissements directs suisses continuent de progresser

Outre le commerce extérieur, les investissements directs constituent un autre facteur significatif de croissance et de prospérité.

À l'heure de la mondialisation, qui veut faire valoir sa compétitivité sur le plan international doit souvent assurer une présence commerciale sur place. C'est particulièrement vrai pour le secteur des services. En effet, les services – et tout spécialement les solutions sur mesure – ne s'exportent pas comme des marchandises, mais doivent être produits là où ils sont demandés. En plus d'ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux, les investissements à l'étranger permettent de se couvrir contre les fluctuations de change. Renforcés par l'avènement de la société de services et d'information, les investissements directs ont connu ces dernières années une évolution encore plus dynamique que le commerce mondial.

La croissance des activités à l'étranger des entreprises suisses depuis le tournant du siècle est impressionnante : le montant des investissements directs est passé de 85 % du PIB en 2000 à 171 % en 2015. Fin 2015, le total des capitaux suisses investis à l'étranger se montait à 1100 milliards de francs (cf. figure 10). Sur ce montant, 70 % sont allés à des pays industrialisés et 30 % à des pays émergents ou en développement. Cette proportion est restée à peu près constante durant la période considérée.

Figure 10 :
Investissements directs suisses à l'étranger (en milliards de francs)
Investissements directs en hausse : pour les entreprises suisses, ils permettent une meilleure diversification des risques et des revenus accrus [18].



→ [18] BNS (2017)

Les entreprises suisses contribuent au développement

Les investissements des entreprises suisses dans les pays émergents ou en développement ont beaucoup contribué au développement et à la prospérité de ces derniers.

Les investissements directs peuvent contribuer à la création d'emplois et au transfert de technologies et de savoir-faire dans les pays où ils sont réalisés, facilitant l'intégration de ces nouveaux marchés. Les entreprises helvétiques emploient près de deux millions de collaborateurs à l'étranger. Plus de 800 000 de ces emplois sont situés à l'extérieur de l'Europe et de l'Amérique du Nord, participant au développement de pays moins avancés [19]. Il manque souvent à ces pays le capital et le savoir-faire nécessaires pour attirer les investissements. L'engagement d'entreprises d'envergure internationale et financièrement solides permet donc de lever ces obstacles et d'accroître les capitaux. Et la productivité s'améliore elle aussi grâce à l'importation et à l'utilisation de technologies. Les entreprises helvétiques ont ainsi concouru de manière déterminante à la forte croissance de la prospérité dans les régions moins développées.

Les activités des entreprises à l'étranger créent aussi des emplois en Suisse

La Suisse bénéficie du réinvestissement sur son sol des revenus provenant des investissements directs à l'étranger. Mais des entreprises étrangères investissent également en Suisse et créent de ce fait des emplois.

Les investissements directs des entreprises suisses à l'étranger alimentent aussi la croissance et la prospérité en Suisse. Grâce aux revenus de capitaux découlant des investissements directs, il est possible de financer en Suisse des investissements qui, sinon, ne verraient pas le jour. Les activités internationales sont aussi directement ou indirectement à l'origine d'une grande partie des recettes fiscales. En effet, la plupart du temps, les entreprises n'investissent pas à l'étranger pour faire baisser leurs coûts, mais pour s'assurer de nouveaux débouchés. Il y a bien entendu aussi des secteurs et des entreprises qui créent des emplois à l'étranger et en suppriment dans le même temps sur le sol helvétique. Mais bien que le débat public se focalise précisément sur ces situations, celles-ci constituent davantage l'exception que la règle. L'expérience montre toutefois que le transfert à l'étranger des emplois des secteurs structurellement faibles s'effectue généralement autrement que par l'intermédiaire d'investissements directs. Des entreprises sur sol national déclinent, en réponse à quoi des entreprises concurrentes à l'étranger s'étendent.

S'agissant de la Suisse, aucune étude n'a mis en évidence un rapport entre la mondialisation et le chômage dans le secteur industriel [20]. Elle profite au contraire d'investissements directs de l'étranger se montant actuellement à près de 966 milliards de francs, ce qui correspond à quelque 450 000 emplois. En 2016, selon la société de conseil EY, 3416 emplois supplémentaires ont été créés par des entreprises étrangères en Suisse, où le niveau des salaires est pourtant haut. Cet effet sur le marché suisse du travail résulte de la spécialisation dans des secteurs à forte création de valeur. Les entreprises suisses qui montent des chaînes d'approvisionnement mondiales ont la possibilité de concentrer certaines étapes de production en un seul lieu, afin de bénéficier d'effets d'échelle. On observe cela dans certains domaines de l'industrie des machines, mais c'est en particulier le cas dans l'industrie pharmaceutique, au niveau des investissements de recherche-développement. La mise en œuvre de processus de fabrication complexes impose très souvent ce type d'approche. Cette concentration sur des secteurs à forte création de valeur a pour effet une augmentation de la productivité et du rendement des capitaux investis dans notre pays. C'est là la raison de l'élévation du niveau des salaires réels observée en Suisse : en moyenne plus de 0,5 point par an depuis 1975. Mais les petites et moyennes entreprises et leurs employés en Suisse profitent-ils vraiment de la mondialisation ?

→ [19] **Banque nationale suisse (2017) : Investissements directs 2016**
→ [20] **Weder und Wyss (2011) : International Trade and Unemployment: An Investigation of the Swiss Case. Université de Bâle**

Quelle est l'incidence de la mondialisation sur le marché du travail suisse ?
En Suisse, l'emploi a enregistré, entre 1996 et 2015, une hausse de 19 % exclusivement attribuable au secteur des services [21]. Cet effet sur l'emploi, qui reste positif même après correction de la croissance démographique, est une conséquence directe de la mondialisation. Il est à la fois quantitatif et qualitatif : les multinationales créent de nouvelles possibilités d'emploi en Suisse pour les personnes très qualifiées et tendent à transférer à l'étranger les emplois du secteur de la production. Le solde est positif la plupart du temps. Mais cela va sans dire, la mondialisation impose parfois de douloureux ajustements.

Les PME prennent aussi part à la mondialisation

Les multinationales et les PME participent de la même façon à l'économie internationale. Par le biais des relations de sous-traitance, l'accès au marché mondial profite également aux entreprises axées sur le marché intérieur.

De nombreuses multinationales ont leur siège en Suisse. Elles constituent un important moteur de la mondialisation et jouent un rôle de premier plan dans l'économie suisse : elles produisent près d'un tiers du PIB suisse, emploient plus de 1,3 million de personnes et font partie des plus gros contribuables [22]. Elles comptent en outre parmi les principaux acteurs de l'innovation et de la recherche. Il serait toutefois réducteur de limiter le champ aux seules multinationales. D'une part, parce que, sous-traitance oblige, leur succès favorise aussi la croissance des secteurs axés sur le marché intérieur et, d'autre part, parce que les marchés étrangers concernent également les PME qui veulent diversifier leurs débouchés et se développer. La libéralisation croissante des marchés internationaux élargit aussi la marge de manœuvre des PME, qui peuvent développer leurs activités à l'étranger. En l'état actuel des connaissances, près d'un cinquième des PME suisses sont tournées vers les marchés internationaux. En chiffres absolus, plus de 97 000 entreprises suisses réalisent ainsi une partie de leur chiffre d'affaires à l'étranger [23]. Et grâce à la numérisation, cette proportion devrait continuer de s'élever, car dans une société numérisée, il est possible de servir des clients internationaux sans aucune implantation physique sur le marché concerné.

→ [21] Secrétariat d'État à l'économie (2017) : Les causes et effets dus au changement structurel sur le marché du travail suisse, Arbeitsmarktpolitik n° 46
→ [22] Swissholdings (2016) : Faits et chiffres sur la Suisse comme pays d'accueil des grandes entreprises
→ [23] Beier, Hauser et Hogenacker (2014) : Les PME sont une composante importante du commerce extérieur suisse. « La Vie économique »

Zippsafe

Zippsafe : le vestiaire du futur le moins encombrant

Début classique d'une start-up prospère : quelqu'un développe une solution à un problème de la vie courante, avant de se rendre compte que de nombreuses autres personnes y sont aussi confrontées. C'est ce qui est arrivé à Carlo Loderer : durant ses études à l'EPFZ, il organisait des événements et se battait avec l'organisation du vestiaire. Les vestiaires gardés sont certes sûrs, mais prennent beaucoup de place et coûtent relativement cher.

Carlo Loderer a fait de nécessité vertu et fondé la société Zippsafe avec son camarade d'études David Ballagi. Leur idée est simple : un système de vestiaire peu encombrant, sans surveillance, mais néanmoins sûr. Ils ont conçu un vestiaire flexible en textile. Les casiers de 13,5 centimètres de large accueillent aisément les manteaux, les costumes, les sacs et même les casques de moto. Un tel système est donc également très intéressant pour les vestiaires d'entreprise. Mais avant tout, il permet de gagner quelque 70 % de place sans réduire le confort. Comme une paroi en textile n'offre pas une aussi bonne protection contre les effractions qu'un casier en métal, Zippsafe a développé un tissu avec un capteur d'alarme intégré. Si quelqu'un s'y attaque avec un couteau, un signal sonore est émis ou une alarme se déclenche auprès du service de sécurité.

Pour la production, l'entreprise a examiné des options en Hongrie, mais il est rapidement apparu que les coûts de production inférieurs étaient trompeurs. « Lorsqu'une innovation se trouve encore en phase d'optimisation, l'objectif est plus rapidement atteint en Suisse grâce à la qualité supérieure, malgré des coûts supérieurs. » Aujourd'hui, l'entreprise basée à Glattbrugg réalise ses prototypes et des composants plus complexes pour la production en série en Suisse – entre autres chez la société Burri, qui fabrique de nombreux produits de qualité, dont des poubelles, des candélabres ainsi que des bancs. Cette entreprise familiale aux mains de la quatrième génération complète de manière idéale la jeune équipe de Carlo Loderer, car les diverses étapes de fabrication sont accomplies avec une grande précision et les développeurs peuvent échanger directement avec le producteur.

Depuis la première génération de produits en 2015, Zippsafe a connu un développement fulgurant. Pour répondre aux exigences élevées en matière d'hygiène – dans les hôpitaux, par exemple – ils ont créé un compartiment séparé pour les chaussures et un système d'aération sophistiqué permet aux vêtements humides de sécher. Les clients profitent en outre de processus optimisés grâce à un système numérique en réseau. Zippsafe peut être relié aux systèmes de gestion de badges numériques les plus courants. Carlo Loderer a une vision claire : « Nous ne voulons pas seulement proposer la solution de vestiaire la plus compacte, mais aussi la plus appréciée afin d'établir une nouvelle norme. » Un grand pas a déjà été fait dans cette direction. Les hôpitaux sont parmi les premiers à avoir été convaincus des avantages des vestiaires en textile. Mais ces derniers se prêtent en principe à tout endroit où l'espace est restreint et où l'on souhaite malgré tout proposer une possibilité de rangement individuelle et sûre. Zippsafe reçoit un nombre croissant de commandes du secteur de la santé, de l'industrie agroalimentaire, du domaine culturel, des entreprises pharmaceutiques, des aéroports et des grands magasins.

Carlo Loderer et son équipe de dix personnes livrent déjà dans plusieurs pays d'Europe, aux États-Unis et reçoivent depuis peu des demandes en provenance des pays du Golfe. Pour le CEO, il est clair qu'une réflexion globale s'impose pour une start-up helvétique. « Nos effectifs, notre chaîne logistique et notre vente sont tournés vers l'international – l'accès aux marchés étrangers est donc essentiel pour nous. » Les conditions en Suisse sont particulièrement favorables pour y parvenir.

→ La mondialisation, un défi pour la société et l'environnement

LA GLOBALISATION EST SOUVENT RENDUE RESPONSABLE DES ATTEINTES MONDIALES À L'ENVIRONNEMENT. POURTANT, CELLES-CI TROUVENT SOUVENT LEUR ORIGINE DANS DES RÉGLEMENTATIONS DE MAUVAISE QUALITÉ CRÉANT DES INCITATIONS INOPPORTUNES. LA MONDIALISATION CONTRIBUE, AU CONTRAIRE, À DIFFUSER DES TECHNOLOGIES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT BEAUCOUP PLUS RAPIDEMENT QUE DANS LES DÉCENNIES ÉCOULÉES

Brexit, Donald Trump et compagnie : un vent protectionniste ne souffle pas seulement au Royaume-Uni et aux États-Unis. La globalisation devra relever des défis importants. Elle est le réceptacle de multiples craintes venant de l'ensemble de l'échiquier politique. Les uns craignent la perte de l'identité et de la souveraineté nationales, les autres s'inquiètent de la destruction de l'environnement. Tous sont réunis par un sentiment d'impuissance face à cette évolution, ce qui représente un dangereux cocktail. Malgré la hausse de la prospérité et les effets en général positifs de la mondialisation pour la majorité de la population mondiale, la globalisation possède aussi des zones d'ombre qu'il ne faut pas occulter. Quels grands défis soulève-t-elle ? Quelles sont leurs conséquences ? Et dans quelle mesure la globalisation en est-elle effectivement responsable ? [24]

La globalisation influence l'environnement positivement et négativement

La globalisation est critiquée sur un point central, celui du développement durable. Certaines atteintes à l'environnement, par exemple celles dues aux transports ou à la hausse de la production, sont occasionnées de fait directement par le développement des échanges.

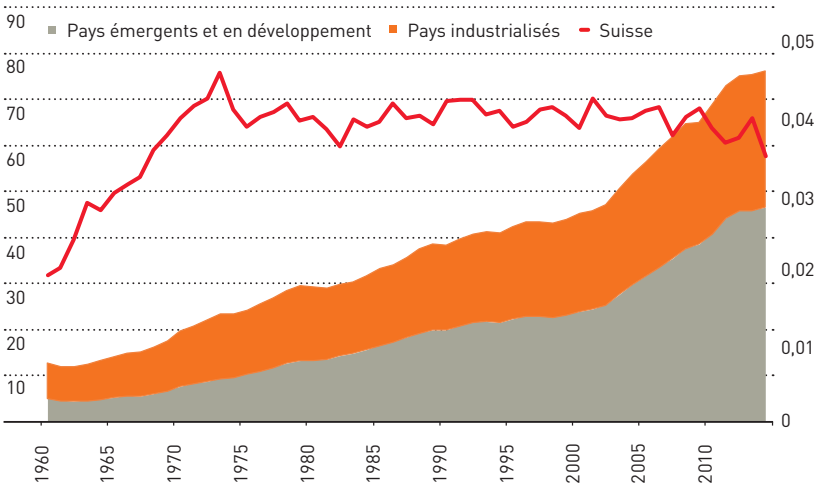
L'éradication de la faim et de la pauvreté, mais aussi la préservation des ressources naturelles comptent parmi les plus grands défis auxquels est confrontée l'humanité au XXIe s. Les problèmes environnementaux les plus urgents sont l'atmosphère et le système climatique, les océans, la biodiversité et la baisse de qualité des sols et des eaux. Certaines atteintes à l'environnement, comme celles qui sont provoquées par le transport des biens, sont directement imputables au développement du commerce. Mais la première responsable des atteintes à l'environnement est la hausse de la consommation, qui découle de l'accroissement de la prospérité dans le monde. Les atteintes à l'environnement résultent donc de la croissance économique, et non de la mondialisation.

Mais la globalisation favorise aussi une diffusion rapide de nouvelles technologies plus efficaces dans le monde et, donc, une diminution des atteintes à l'environnement.

Les problèmes environnementaux qui ont une origine locale – la pollution des eaux, par exemple – diminuent la plupart du temps à mesure que la prospérité augmente. Les sociétés prospères ont généralement les moyens et la volonté de protéger l'environnement, et, dans de nombreux cas, les questions écologiques ne deviennent d'actualité que lorsque les besoins les plus urgents (alimentation, santé, logement) sont satisfaits. C'est pourquoi, typiquement, les problèmes environnementaux s'accentuent durant une première phase de croissance, avant que la société se soucie d'en diminuer les effets négatifs. C'est du moins ce qu'enseigne l'histoire économique jusqu'à présent. Cette histoire ne doit pas nécessairement se répéter. Souvent, le manque d'intérêt pour l'environnement était dû à de mauvaises

→ [24] **Ces questions intéressent aussi les Objectifs de développement durable (ODD) établis par l'ONU en 2015. Cf. www.globalgoals.org**

Figure 11 :
Émissions de CO_2 (en millions de kilotonnes)
Les émissions de CO_2 ont augmenté sans discontinuer depuis les années 1960. Si la Suisse a pu améliorer son bilan CO_2, la demande énergétique croissante dans les pays émergents et en développement a entraîné une hausse des émissions [25].



conditions-cadre institutionnelles. Les pays émergents pourraient apprendre des erreurs du passé et tenir compte d'emblée de la protection de l'environnement de façon à réduire les effets externes de la croissance économique (pollution de l'air, par exemple).

S'il existe des solutions à la plupart des problèmes environnementaux locaux, ceux à l'échelle planétaire sont plus difficiles à maîtriser. Le problème du climat en est l'exemple le plus manifeste. La hausse vertigineuse de la consommation d'énergies fossiles a fait augmenter les émissions de substances polluantes dans le monde entier. La hausse des émissions de CO_2, responsable en partie du réchauffement de l'atmosphère terrestre, est représentée dans la figure 11. Des variations climatiques, même de faible ampleur, peuvent entraîner, en interaction avec d'autres problèmes environnementaux, une élévation du niveau des mers, une extension des maladies tropicales comme la malaria ou une dégradation de la qualité des sols. Un réchauffement durable de l'atmosphère pourrait entraîner de profonds bouleversements de notre environnement durant les décennies à venir.

La globalisation a cependant aussi des effets positifs sur l'environnement. Les produits et les modes de production énergétiquement efficaces élaborés dans un pays trouvent rapidement des débouchés à l'étranger grâce à l'ouverture des marchés. L'économie suisse exporte son savoir-faire en matière d'efficacité énergétique aux quatre coins de la planète et contribue ainsi à réduire ou à contenir la pollution ailleurs dans le monde. Le développement de ces produits en Suisse n'est d'ailleurs financièrement intéressant que s'ils peuvent être commercialisés à l'étranger. Il n'est guère possible de dresser le bilan des effets positifs et négatifs de la mondialisation sur l'environnement. Les effets positifs sont cependant réels : les problèmes environnementaux catastrophiques des économies fermées montrent qu'il est faux d'affirmer que « globalisation égale pollution ». La pollution dans l'ex-RDA, sans liens avec l'extérieur, était beaucoup plus importante que dans la République fédérale d'Allemagne avec une économie ouverte. Il en va de même aujourd'hui avec la Corée du Nord ou le Venezuela, qui connaissent des niveaux de pollution élevés. D'une manière générale, la globalisation ne peut donc pas être tenue universellement responsable de la pollution.

→ [25] Banque mondiale (2017)

Quel rôle joue l'économie suisse dans les émissions de CO_2 ?
L'économie suisse fait figure de précurseur en ce qui concerne la réduction des émissions de CO_2. Les conventions d'objectifs pour la protection du climat, couplées à la taxe sur le CO_2, sont un succès, comme le révèle le dernier rapport d'activité de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC). Fin 2016, les mesures mises en œuvre depuis 2013 avaient permis de réduire les émissions de CO_2 de 400 000 t au total. Le volume de CO_2 émis par l'économie suisse a diminué de près de 30 % par rapport à 1990. Au niveau de la consommation d'électricité aussi, l'économie suisse apporte une contribution substantielle à la protection du climat : grâce aux mesures prises, les entreprises suisses économisent aujourd'hui 2000 GWh par an environ.

Les incitations inopportunes compliquent la préservation des ressources naturelles

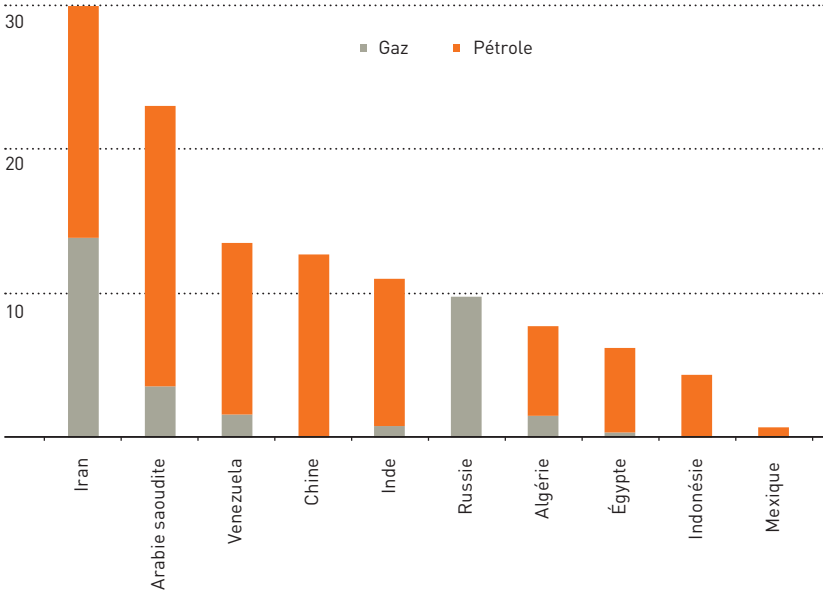
Les entreprises respectueuses du climat gagnent souvent moins d'argent. Des mesures d'optimisation sont nécessaires à ce niveau.

Fondamentalement, les marchés permettent une gestion efficiente des ressources. Mais pour cela, les prix doivent refléter la rareté et donc la valeur d'un bien ou d'une matière première. Si les réserves s'amenuisent, un marché qui fonctionne entraîne une hausse des prix et, partant, une gestion plus efficiente des ressources. De plus, des prix qui augmentent incitent à devenir plus efficace, à inventer des technologies plus économes ou à exploiter de nouvelles sources d'énergie. Dans le domaine de l'énergie, par exemple, les mécanismes du marché ne fonctionnent pas toujours. La consommation des ressources naturelles ne coûte souvent rien, ou très peu, aux exploitants. En économie, on parle d'effet externe négatif. La production ou la consommation d'un bien a un impact sur des tiers, par exemple du fait des conséquences du réchauffement climatique. Mais cette atteinte n'alourdit pas les coûts de production des exploitants, du moins pas à court terme. Il manque une incitation économique suffisante pour encourager un comportement plus respectueux de l'environnement (ou une gestion plus efficiente des ressources naturelles).

Une pollution subventionnée par l'État ?
Les pays émergents et en développement, avant tout, subventionnent la consommation d'énergie. En 2016, plus de 260 milliards de dollars ont été dépensés pour subventionner des combustibles fossiles. Ces interventions étatiques sur le marché de l'énergie sont lourdes de conséquences. En effet, elles créent des incitations inopportunes en matière d'utilisation de l'énergie, retardent l'essor de technologies plus efficaces et pèsent sur les budgets publics. Le subventionnement inconsidéré de certaines énergies manque surtout sa cible. Il n'améliore pas la prospérité et cimente des structures économiques désuètes.

Les pays industrialisés ne font pas mieux : beaucoup abusent des subventions, des soutiens au marché et des rabais fiscaux, des mesures inefficaces qui faussent le marché et créent des effets d'aubaine, car sans ces subventions les consommateurs auraient de toute façon modifié leur comportement. L'Allemagne a, à elle seule, versé chaque année plus d'un milliard d'euros en subventions pour le charbon. La Pologne aussi verse chaque année des milliards de subventions pour soutenir son industrie du charbon moribonde. De très nombreux pays mènent une sorte de politique sociale en maintenant les prix de l'énergie artificiellement bas. Avec des conséquences fatales pour le climat, mais pas seulement. Une politique énergétique planifiée, des effets d'aubaine importants et des distorsions de la concurrence entraînent des pertes d'efficacité et augmentent la charge fiscale. On encourage ainsi non seulement les énergies fossiles, mais aussi des technologies qui devraient être remplacées. Ici aussi, la prudence est de mise, comme le montre l'exemple suivant : en Suisse, la décision de l'Allemagne d'encourager de manière ininterrompue la production d'énergie solaire est souvent vue comme un exemple de politique industrielle favorable aux nouvelles technologies. Au début des années 2000, l'Allemagne a encouragé l'énergie photovoltaïque à coup de rétributions massives du courant injecté. Le résultat est mitigé : la politique d'encouragement a créé des structures qui ne sont pas compétitives. De nombreux fabricants allemands d'installations photovoltaïques ont fait faillite. En outre, cette politique énergétique mal conduite a fait du tort aux fournisseurs d'énergie traditionnels (telles les centrales électriques au fil de l'eau), qui doivent désormais composer avec des prix plus bas. Cet exemple illustre de façon éclatante l'importance d'une politique environnementale cohérente.

Figure 12 :
Subventions étatiques en faveur des énergies fossiles (en milliards de dollars) [26]
Les sources d'énergie fossiles restent fortement subventionnées à l'échelle mondiale. Ces subventions ont dépassé 260 milliards de dollars pendant la seule année 2016.



→ [26] AIE (2017)

La Suisse montre ce qu'est une politique climatique efficace

Sur la base de mesures librement consenties et de taxes d'incitation modérées, la Suisse a choisi et appliqué résolument un modèle efficace pour réduire ses émissions de CO_2. Dans ce domaine, l'innovation permet de gagner sur deux tableaux : les processus qui ménagent les ressources allègent les coûts des entreprises et peuvent, en contrepartie, se transformer en idée commerciale. Plus un gouvernement laisse d'espace à la concurrence pour atteindre les objectifs climatiques, plus l'atteinte de ces objectifs sera bon marché. C'est un facteur décisif pour faire accepter les mesures de protection du climat.

Qu'est-ce que la responsabilité sociale des entreprises ?
Les entreprises font partie intégrante de la société. Elles assument leurs responsabilités sociales et environnementales en s'engageant en faveur d'un développement durable dans l'entreprise, le long de la chaîne de valeur, sur leurs sites d'implantation et sur le marché. La responsabilité sociale des entreprises (RSE) signifie que les entreprises adoptent des pratiques commerciales responsables en matière sociale et environnementale afin d'assurer la durabilité et la viabilité de leurs activités. Car les entreprises ont besoin d'un environnement intact et d'une société stable et performante pour assurer leur succès à long terme.

Une conduite des affaires responsable est dans l'intérêt à la fois des entreprises et de la société. Le développement durable est la base commune sur laquelle les États et les entreprises conscientes de leurs responsabilités exercent leurs activités : là où la pauvreté recule, les marchés prospèrent. Là où les entreprises peuvent compter sur des collaborateurs qualifiés et motivés, la productivité et la compétitivité s'améliorent. Là où l'environnement est protégé, les ressources peuvent se renouveler et les risques d'approvisionnement diminuent. Aujourd'hui déjà, les entreprises suisses assument leur responsabilité sociale de diverses manières. La tâche de l'État consiste à garantir des conditions-cadre favorables et à aider les entreprises à assumer leurs responsabilités, en particulier dans les pays aux structures de gouvernance fragiles.

economiesuisse apporte sa pierre à l'édifice. Dans sa publication « Responsabilité sociale des entreprises : le point de vue des entreprises », elle montre comment l'économie conçoit sa responsabilité sociale, comment les entreprises s'engagent dans ce domaine, comment l'État soutient la RSE aujourd'hui et où se situent les limites de la RSE.

À problèmes globaux, solutions globales

De nombreux problèmes du monde globalisé ne peuvent plus trouver de solutions à l'échelle d'un seul pays. Des défis internationaux comme les changements climatiques, les pandémies, la corruption ou le commerce illégal ne peuvent être relevés que dans le cadre d'une approche concertée au niveau mondial. Les émissions de substances polluantes montrent bien que les problèmes environnementaux dépassent souvent les frontières nationales. La résolution des problèmes globaux appelle donc des solutions globales. En 1972 déjà, les Nations unies créaient leur Programme pour l'environnement (PNUE). Depuis, le nombre de conventions pour l'environnement conclues sous l'égide de l'ONU a augmenté sans discontinuer. Il y en a beaucoup : convention-cadre sur les changements climatiques, convention sur la diversité biologique, protocole de Kyoto, convention de Washington sur le commerce des espèces menacées. Pourtant, même si les États reconnaissent la nécessité d'une approche concertée, par exemple la poursuite d'une politique climatique dans le cadre d'accords internationaux, les démarches dans ce sens se révèlent souvent laborieuses. Les accords multilatéraux doivent être approuvés par une large majorité de pays avant d'entrer en force. Les négociations sont donc jalonnées d'âpres luttes afin de trouver le plus grand dénominateur commun. Mais la coopération internationale ne porte pas que sur l'environnement, elle s'étend aussi à d'autres domaines politiques. Les questions sur les marchés financiers, les affaires commerciales internationales ou la politique fiscale sont discutées aujourd'hui dans des enceintes internationales : le FMI, l'OMC, l'OCDE en sont des exemples. Pourquoi existe-t-il aujourd'hui autant d'organisations supranationales ?

Des standards internationaux communs permettent d'accroître l'efficacité. Ces règles ne doivent pas forcément venir des États.

La coopération internationale sur les questions de réglementation permet aux États d'échanger des connaissances et des expériences et d'harmoniser les réglementations. Ils peuvent ainsi développer et mettre en œuvre des règles internationales et réaliser des gains d'efficacité. L'effet obtenu par des mesures politiques conjointes est plus grand que lorsque chaque État fixe ses propres règles. L'inefficacité de différentes normes locales est illustrée par l'exemple des prises électriques, qui diffèrent d'une région à l'autre. Il serait plus avantageux, tant pour les voyageurs que pour les fabricants d'appareils électroniques, d'avoir les mêmes prises électriques partout dans le monde. Mais les solutions ne doivent pas forcément venir des États. Les entreprises s'engagent elles aussi dans des organisations internationales pour des règles uniformes. Le nouveau code sur les pratiques de publicité et de communication commerciale de la Chambre de commerce internationale (ICC) propose aux entreprises des lignes directrices pour des pratiques responsables en matière de publicité. D'une manière générale, plus les économies nationales sont liées entre elles, plus des normes communes sont utiles. Dès lors, leur importance ira croissant à l'avenir. Un autre exemple illustrant les limites des solutions étatiques sont les questions de droit des cartels. Les autorités nationales de la concurrence sont confrontées à des défis énormes quand les questions soulevées par les groupes internationaux dépassent les frontières, car la portée de leurs compétences ne recouvre pas celle de l'activité économique globalisée des entreprises.

Les États et l'économie sont si étroitement liés sur le plan international qu'il est permis de s'interroger sur la marge de manœuvre effective à la disposition des États-nation. Quelle souveraineté reste-t-il à une nation dans un monde globalisé ?

Souveraineté des États-nation à l'heure de la globalisation

À l'heure de la globalisation, exercer sa souveraineté signifie mettre en balance le maintien de solutions nationales et l'isolement international.

Dans le monde d'aujourd'hui, un pays qui se tient à l'écart des développements internationaux paie le prix fort. La prospérité d'un pays replié sur lui-même diminuerait fortement. À l'heure de la globalisation, la souveraineté n'est plus synonyme d'autonomie nationale pleine et entière en vertu de laquelle un pays peut déterminer seul de tout. Quelques gouvernements donnent certes l'impression qu'ils peuvent ignorer le droit international grâce à leur statut de puissance économique ou géopolitique. De plus en plus de nations choisissent donc de faire cavalier seul, au détriment de l'économie mondiale à long terme. Il n'est pas sûr qu'une telle politique soit favorable pour ces pays.

Pour un petit pays comme la Suisse, une voie en solitaire n'est de toute façon pas une option. La Suisse a besoin de disposer d'un réseau non seulement économique, mais aussi politique sur la scène internationale. Comme elle ne possède pas les moyens d'une grande puissance pour défendre ses intérêts, la Suisse a besoin de réglementations internationales et de conventions de droit international et doit pouvoir compter sur leur respect. Pour un petit État, il est particulièrement important de pouvoir demander à un tribunal international le respect de traités internationaux, comme les accords de libre-échange ou de protection des investissements. La sécurité du droit peut ainsi être préservée dans les relations économiques internationales. Si cette possibilité n'existe pas, c'est la loi du plus fort qui prévaut. Mais tout cela ne signifie pas que les États-nation ne peuvent pas jouer un rôle important dans l'élaboration, l'application et la surveillance des règles et des normes qui sont décidées au niveau international.

Puissance politique grâce à une participation active à la politique économique globalisée

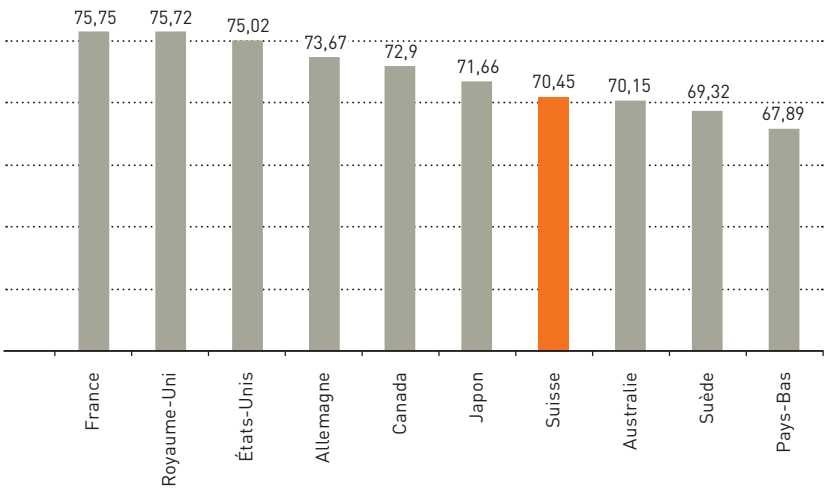
L'interconnexion grandissante du monde est un défi pour la Suisse. Mais la globalisation fait partie de la solution aux problèmes futurs. Une participation active dans des organisations internationales et le renforcement du droit international améliorent la position d'un petit État comme la Suisse.

Dans les sociétés démocratiques, l'adoption de plus en plus fréquente de décisions politiques importantes au niveau supranational suscite un sentiment d'aliénation. En Suisse aussi, les réflexes de repli et les appels à la défense des acquis se multiplient. Mais c'est oublier que la Suisse est tout à fait capable de défendre ses intérêts aussi sur la scène internationale. Notre pays ne peut pas compter sur sa puissance commerciale ou sa force de frappe. En revanche, il peut user de son « soft power » pour influer sur les développements internationaux. Les possibilités d'influence sont ici multiples, mais sont souvent occultées ou ignorées. Même si la Suisse n'est pas une grande puissance, elle a beaucoup de poids dans les instances internationales et bénéficie d'une solide réputation. En témoigne son excellent septième rang dans le classement relatif à l'indice du « soft power » (cf. encadré).

La Suisse, une « puissance douce » ?
Le terme de « soft power » se réfère à la capacité d'influence politique et se mesure à l'aide de facteurs comme la formation, la gouvernance, l'ouverture à l'étranger et la numérisation. Certes, ces facteurs sont plus difficiles à quantifier qu'une grandeur purement économique comme le produit intérieur brut (PIB). Le classement annuel « The Soft Power 30 » n'en livre pas moins des indices sur la réputation de différents pays du monde.

Le classement 2017 montre que la Suisse a du poids sur la scène internationale, gagnant même un rang par rapport à l'année précédente. Elle fait particulièrement bien dans les catégories de la gouvernance et de l'économie, où elle occupe à chaque fois la deuxième place. La présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en 2014, prouve par l'exemple que la Suisse peut apporter des contributions substantielles en matière de politique extérieure, qui sont utiles à la fois pour elle-même et pour le reste du monde. Pendant la crise ukrainienne, elle a mené les principales négociations et réussi à arracher des concessions aux parties au conflit. Pourquoi ne devrait-elle pas pouvoir en faire autant pour défendre ses propres intérêts ?

Figure 13 :
Indice du « soft power » 2017 [27]
En matière de « soft power », la Suisse joue dans la même ligue que les grandes puissances.



→ [27] Portland USC Center on Public Diplomacy (2017)

En usant de son « soft power », la Suisse peut d'abord influencer directement la politique économique internationale. Pour une économie très ouverte sur le monde, « penser global » signifie pouvoir influer le plus possible sur la prise de décision dans les organisations et les traités internationaux et participer à l'élaboration et au développement des conditions-cadre internationales. La Suisse s'y emploie de manière intensive dans le cadre de ses possibilités. Pendant des années, elle a assuré la présidence du groupe de travail de l'OCDE sur la corruption et celle du Comité de l'investissement. Son « soft power » étonnamment grand s'explique notamment par le fait que la diplomatie suisse ne cherche pas à imposer sa culture à d'autres et qu'elle fait plutôt entendre ses arguments sur la scène internationale en pratiquant une culture du dialogue active, respectueuse et constructive. De plus, elle a une longue tradition des bons offices et de l'aide humanitaire. L'influence de la Suisse se fonde aussi sur un degré élevé de savoir-faire. La Suisse joue activement de ces deux atouts (respect des autres cultures et expertise) dans de nombreuses organisations internationales, lors de l'élaboration de normes internationales par exemple, ce qui lui vaut une haute réputation dans le monde entier.

La Suisse profite ensuite du privilège d'abriter de nombreuses organisations internationales et d'être un lieu de règlement des différends. Elle peut établir à cette occasion des relations précieuses qui lui sont d'une grande utilité dans la diplomatie et l'économie.

L'économie privée, enfin, participe aussi activement à l'élaboration de règles internationales de droit privé. Le Comité consultatif économique et industriel (BIAC), par exemple, défend les intérêts de l'économie auprès de l'OCDE. Le constat est le même : grâce à son degré élevé d'expertise et à son expérience dans la pratique de différentes cultures, elle peut exercer un « soft power », de sorte que les normes qui sont adoptées répondent aux besoins de l'économie suisse.

Dans l'ensemble, en dépit de sa petite taille, la Suisse a de l'influence. À la différence des États-Unis ou de la Chine, elle ne peut pas se servir de sa taille dans le jeu des rapports de force entre pays. En revanche, elle peut, grâce à ses compétences et à son engagement au sein des organisations internationales, contribuer à façonner l'ordre mondial. Se retirer de ces instances internationales ou de traités internationaux affaiblirait le poids politique et économique de la Suisse : elle n'en deviendrait pas plus souveraine, et perdrait à coup sûr en possibilité d'influence.

→ Tirer le meilleur parti de la mondialisation

AUJOURD'HUI, ON RÉAGIT TROP SOUVENT AUX RAPIDES CHANGEMENTS MONDIAUX AVEC DES POLITIQUES PASSÉISTES ET FONDÉES SUR LA PEUR. CELA EST TOUT SAUF PROMETTEUR POUR UN PAYS QUI COMME LA SUISSE DOIT SON SUCCÈS À L'OUVERTURE ET À LA CAPACITÉ DE SES ENTREPRISES À SAISIR LES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE MONDIALE

La globalisation s'est traduite par une augmentation considérable du revenu mondial. Tant les pauvres que les riches sont devenus plus riches et la pauvreté sur notre planète a diminué à la fois de façon relative et absolue. Alors qu'en 1970, plus de deux milliards de personnes vivaient encore dans la pauvreté totale, ce chiffre était tombé au voisinage de 705 millions en 2015. Outre le commerce, les investissements directs des entreprises à l'étranger sont la clé de ce développement spectaculaire.

Développement et prospérité à l'étranger aussi

Comme la mondialisation s'accompagne d'un démantèlement des chaînes de valeur traditionnelles, une partie de la production a été délocalisée vers des pays en développement. Les entreprises suisses en particulier sont très actives dans ce domaine. En dehors des pays occidentaux, elles occupent actuellement près d'un million de personnes. Pour elles, il est clair que dans leurs implantations à l'étranger également, l'environnement et le climat doivent être protégés, les droits de l'homme respectés et les employés traités correctement. Étant donné que, même dans des situations difficiles, elles offrent souvent de bien meilleures conditions de travail que les entreprises locales, la pression concurrentielle a pour effet que, tôt ou tard, ces dernières sont amenées à les imiter.

Retour aux vertus de la diplomatie

Dans les classements internationaux, la Suisse obtient régulièrement les meilleures notes pour sa prospérité, sa qualité de vie et sa compétitivité. Ce succès n'est pas dû au hasard, mais au labeur fourni d'arrache-pied. En tant que pays ouvert et tourné vers l'exportation, nous dépendons du meilleur accès possible aux marchés internationaux. Comment, dès lors, réagir en période de protectionnisme émergent où les jeux de pouvoir des grands menacent de piétiner les intérêts d'un petit pays ? La Suisse n'a pas de grand marché intérieur et n'est pas une puissance militaire. De quels autres moyens dispose-t-elle pour défendre ses intérêts ? De ses propres atouts, sur lesquels nous devons concentrer nos efforts. Notre pays possède un haut degré de « soft power ». Riches d'une grande expertise et d'un sens de la compréhension culturelle, nous pouvons influencer les résultats dans les cercles internationaux, associations privées de normalisation ou autres organisations étatiques, grâce à notre crédibilité, notre neutralité et notre expérience de la médiation. Que notre participation soit officielle ou purement consultative ne joue qu'un rôle secondaire. L'élément déterminant est que la diplomatie suisse soit meilleure et plus habile que celle des grands pays.

Oser l'ouverture

La Suisse profite du fait que de nombreuses organisations multinationales sont basées à Genève et que nous pouvons nous appuyer sur une longue tradition de neutralité. La « manière douce » ne peut toutefois produire d'effet que si nous la mettons en pratique. Quitter l'ONU, le Fonds monétaire international (FMI) ou dénoncer les accords bilatéraux empêcherait la Suisse de négocier sur un pied d'égalité avec des partenaires étrangers sur des questions spécifiques et de peser sur les résultats. Le plus souvent, nous nous trouverions mis devant le fait accompli ou en situation de ne pas l'accepter, avec des conséquences potentiellement importantes en termes de coûts. La petite taille de notre pays a aussi ses avantages. L'accord de libre-échange passé avec la Chine a probablement été facilité par le fait que l'économie d'exportation suisse ne constitue pas une menace pour l'économie de l'empire du Milieu. Cet avantage devrait être mis en valeur plus souvent, par exemple dans le cadre d'un accord de libre-échange avec les États du Mercosur ou avec les États-Unis.

Mettre l'accent sur l'humain et la formation

La coopération internationale ne remplace en aucun cas la politique économique nationale. Aucune organisation internationale ne déchargera la Suisse de la tâche de maintenir sa maison en ordre. La politique nationale doit assurer de bonnes bases, sous la forme d'un marché du travail flexible, combiné à un partenariat social équitable et une solide sécurité sociale. Cela nous garantit, d'une part, que les entreprises disposeront du personnel nécessaire et, d'autre part, qu'un niveau d'emploi élevé sera maintenu. Jusqu'à présent, la Suisse est parvenue avec brio à ce résultat. L'éducation joue un rôle important dans la bonne adaptation de notre pays et de ses habitants aux défis à venir dans une société et un environnement de travail mondialisés et numérisés. Les gens ont besoin de perspectives et non d'aumônes sociopolitiques. Voilà pourquoi une formation initiale et continue de la plus haute qualité restera indispensable à tous les niveaux.

Faire confiance à nos racines libérales

La critique actuelle de la mondialisation est aussi virulente que déplacée. Ce n'est pas la mondialisation qui détruit l'environnement ou aggrave la pauvreté. Même dans des marchés fermés comme celui de la RDA à l'époque, les nuisances environnementales étaient plus importantes que dans l'Ouest ouvert. L'intégration dans les marchés mondiaux s'est traduite par la plus grande régression de la pauvreté de l'histoire. De nos jours, les mauvaises politiques économiques sont sanctionnées plus rapidement parce que les entreprises émigrent et créent de la valeur ailleurs. L'exemple du Venezuela ou de l'ère Kirchner en Argentine montre qu'une politique économique axée sur la réglementation et la redistribution totale peut ruiner un pays en peu de temps. De même, à l'heure des normes et des réglementations internationales, se tenir à l'écart est aujourd'hui plus coûteux que par le passé, quand les marchés étaient centrés sur les territoires nationaux. Pour autant, cela ne doit pas nous empêcher de défendre nos valeurs et nos traditions – bien au contraire. La Suisse a toujours été et demeure une économie de marché ouverte et libérale, qui doit se protéger contre l'hyperréglementation et l'isolement.

Elle serait donc bien inspirée de tabler sur ses points forts et de les développer : ouverture, « soft power » et une bonne politique économique et éducative nationale. C'est la seule façon pour notre petit pays de rester sur la voie du succès à l'ère de la mondialisation.

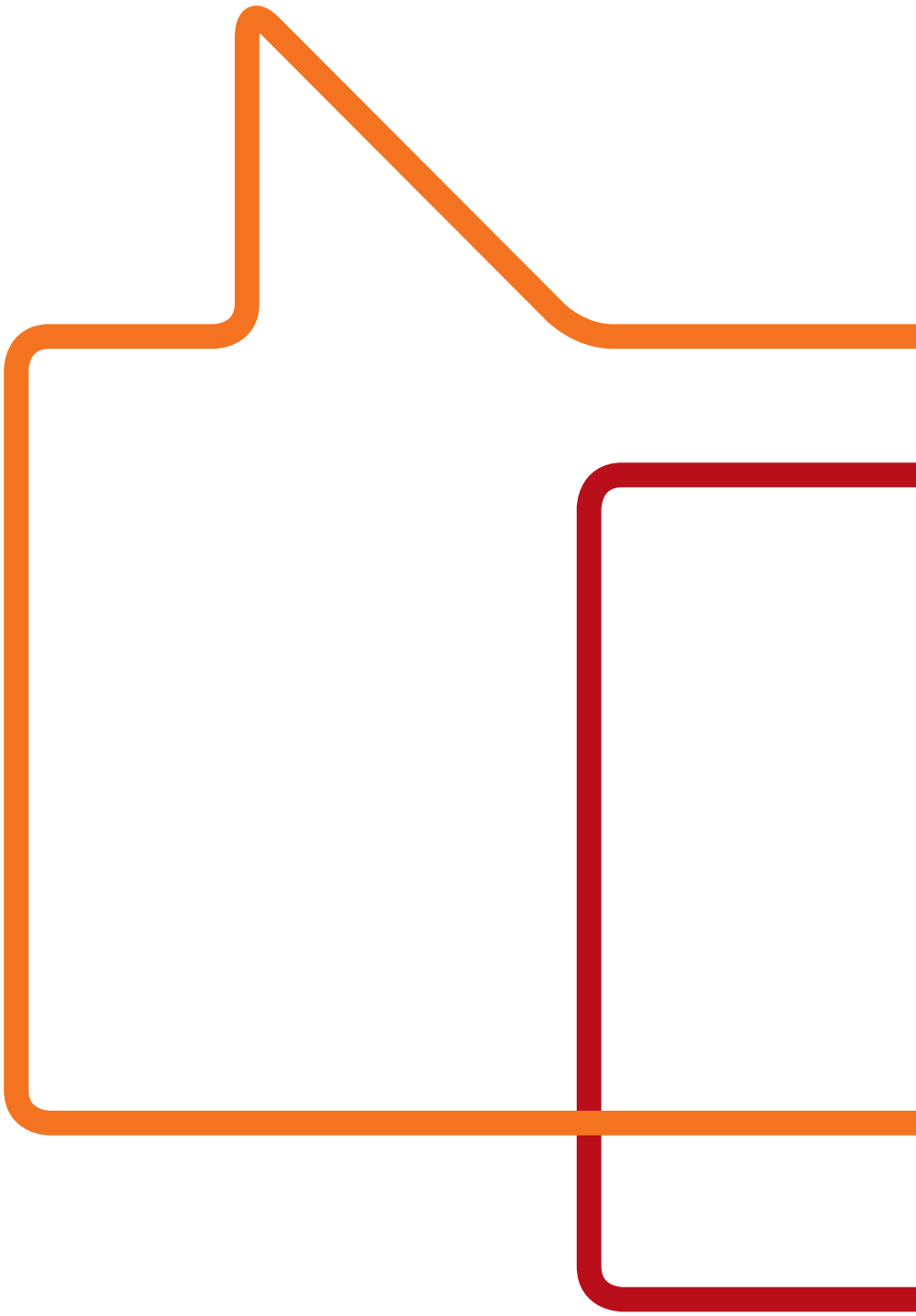
Cette publication paraît en allemand et français.
Rédaction : Oliver Steimann, economiesuisse
Graphisme : Thomas Lehmann, LDSGN, Zurich
Crédits photographiques : Balz Murer, Zurich
Impression : DAZ Druckerei Albisrieden AG, Zurich
Édition : Août 2018

© economiesuisse 2018

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3000 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Via S. Balestra 9
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenbergh
B-1000 Bruxelles